

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1757

16 juin 2016

SOMMAIRE

DB Platinum IV	84335	Malouvag S.A.,	84294
Digital Services LII (GP) S.à r.l.	84335	Marigo Europe S.à r.l.	84294
Domaine Viticole Häremillen s.à r.l.	84336	Median Gruppe S.à r.l.	84293
Duna Investments S.A.	84336	Meranti Investments S.à r.l.	84293
Eurotecnica Melamine	84336	Mercury Advisors	84293
Fenster Holding GmbH	84297	Microsoft Luxembourg USA Mobile SARL	84293
Fidelity Productions Participations S.A.	84296	Montpensier International S.A.	84294
Finalink S.A.	84297	R2L Lux	84295
Freo Investment Management S.à r.l.	84297	Randstad Group Luxembourg S.à r.l.	84296
Garage Petry S.à r.l.	84297	Randstad Luxembourg International S.à r.l.	84296
Globo Re S.A.	84297	Randstad Luxembourg North America S.à r.l.	84296
J4A Holdings II S.à r.l.	84291	Reckitt Benckiser Investments (No 1) S.à r.l.	84296
John Taylor Corporate S.A.	84291	Restalia Sàrl	84295
K7 Consult S.A.	84290	Restaurant La Cellula S.A.	84295
Kaede	84293	Romplex S.A.	84295
KLC Holdings V S.A.	84290	Rose de Claire S.à.r.l.	84295
Koepfler s.à r.l.	84290	RS Rinaldis S.à r.l.	84295
Kuroneko S.à r.l.	84290	Sal. Oppenheim jr. & Cie. Luxembourg S.A.	84335
Ladurée Luxembourg S.à r.l.	84291	Samson & Surrey Holdings Luxembourg S.à r.l.	84298
Lodging Products & Services S.à r.l.	84292	Société d'Investissement du Benelux (S.I.B) S.A.	84294
L'Osteria Sàrl	84290		
Luleo S.A.	84291		
Lynxis S.A.	84292		
Mafic S.A.	84294		
Mahogany	84292		
Mai Luxembourg SE, Luxembourg branch ..	84292		

L'Osteria Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1648 Luxembourg, 8, place Guillaume II.
R.C.S. Luxembourg B 160.045.

—
Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 14 mars 2016

Il résulte des résolutions prises à Luxembourg, par l'associé unique, en date du 14 mars 2016, que:

A été nommé comme gérant administratif Monsieur Fabio LEONE, employé privé, né le 9 juillet 1979, demeurant à 17, rue des Roses L-2445 Luxembourg.

Monsieur Fabio Leone peut engager la société valablement avec la signature conjointe du gérant technique.

GANYLUX S.A.
SARRA Sébastien
Administrateur

Référence de publication: 2016093989/15.

(160063775) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2016.

KLC Holdings V S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 117.757.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016093983/9.

(160063330) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2016.

Koepfler s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6686 Merttert, 67, route de Wasserbillig.
R.C.S. Luxembourg B 15.114.

—
Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 18 avril 2016.

Signature.

Référence de publication: 2016093984/10.

(160063582) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2016.

Kuroneko S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 10, rue du Marché-aux-Herbes.
R.C.S. Luxembourg B 133.331.

—
Les comptes annuels rectificatifs au 31.12.2014 (rectificatif du dépôt des comptes annuels 2014 déposé le 25/03/2016 no L160031264) ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016093986/10.

(160063749) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2016.

K7 Consult S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9161 Ingeldorf, 27, rue de la Sûre.
R.C.S. Luxembourg B 142.353.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016093987/10.

(160063834) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2016.

Ladurée Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1313 Luxembourg, 7, rue des Capucins.

R.C.S. Luxembourg B 155.627.

Extrait des résolutions du 12 avril 2016

Décision de modifier le siège social de la société du 18, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg au 7, rue des Capucins, L1313 Luxembourg, avec effet au 16 avril 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 avril 2016.

Ladurée Luxembourg S.à r.l.

Mandataire

Référence de publication: 2016093990/14.

(160063413) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2016.

Luleo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 3, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 133.284.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue extraordinairement en date du 15 avril 2016, que: Sont réélus Administrateurs jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2015 qui se tiendra en l'année 2016:

- Madame Mireille GEHLEN, demeurant au 2, rue J.-F. Kennedy, L-3502 Dudelange.
- Monsieur Thierry JACOB, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg.
- Monsieur Jean-Hugues DOUBET, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg.
- Monsieur Mattia MALACALZA, demeurant à Via d'Alberti 12, H-6900 Lugano (Suisse).
- Monsieur Roberto GALERI, demeurant Villa Luganese 3, CH-6966 Lugano (Suisse).

Et réélu Commissaire aux comptes pour la même période:

- H.R.T. Révision S.A., avec siège social au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2016094004/19.

(160063753) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2016.

J4A Holdings II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 177.224.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2016093975/10.

(160063762) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2016.

John Taylor Corporate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 147.150.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises lors du procès-verbal du conseil d'administration tenue en date du 14 avril 2016 que :

- Monsieur Daniel MASNAGHETTI a démissionné de ses fonctions d'administrateur de la société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016093974/11.

(160063374) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2016.

Mahogany, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 307.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 183.699.

—
EXTRAIT

1/ L'associé Smalers Company Inc, une société de droit des Iles Vierges Britanniques immatriculée au Registre des sociétés des Iles Vierges Britanniques sous le numéro 1008576, a changé son adresse de Road Town, Tortola, Iles Vierges Britanniques, à P.O. Box 957, Offshore Incorporation Centre Road Town, Tortola, Iles Vierges Britanniques.

2/ Les associés suivants de la société ont changé de dénomination:

- Fixin Investments devient Fixin Investments Ltd., une société internationale de droit Bahamas, ayant son siège social au Bahamas Financial Centre, Nassau, Bahamas, immatriculée au Registre Général sous le numéro 164748 B,

- Big Creek devient Big Creek International Ltd., une société internationale de droit Bahamas, ayant son siège social au Bahamas Financial Centre, Nassau, Bahamas, immatriculée au Registre Général sous le numéro 1 50528 B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 avril 2016.

Référence de publication: 2016094024/19.

(160063691) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2016.

Mai Luxembourg SE, Luxembourg branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-1724 Luxembourg, 17, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 143.107.

—
Les adresses des Administrateurs:

Nicolas Michael PERKINS

Andrew Frank CROW

Neil MEPHAM

ont changé et seront dès lors au 240 Blackfriars Road, London SE1 8BF, Royaume-Uni.

Madame Anne Claire Siddell et Monsieur Peter Ian Wrangmore, ont démissionné de leurs mandats d'Administrateur de la Société avec effet immédiate.

Luxembourg, le 18 avril 2016.

Pour avis sincère et conforme

Référence de publication: 2016094025/16.

(160063603) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2016.

Lynxis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7594 Beringen, 17, rue des Noyers.

R.C.S. Luxembourg B 132.669.

—
Les comptes annuels au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016094020/9.

(160063433) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2016.

Lodging Products & Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2514 Luxembourg, 15, rue Jean-Pierre Sauvage.

R.C.S. Luxembourg B 101.880.

—
Les comptes annuels au 31.12.2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LODGING PRODUCTS & SERVICES S.à r.l.

Référence de publication: 2016094017/10.

(160063092) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2016.

Mercury Advisors, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 108.944.

Les comptes annuels au 31/12/2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016094031/10.

(160063169) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2016.

Microsoft Luxembourg USA Mobile SARL, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 23-29, rives de Clausen.
R.C.S. Luxembourg B 180.480.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 Avril 2016.

Référence de publication: 2016094034/11.

(160063500) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2016.

Median Gruppe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.
R.C.S. Luxembourg B 147.196.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 15 Avril 2016.

Référence de publication: 2016094029/10.

(160063090) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2016.

Meranti Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 17.500,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 51, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 85.333.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016094030/9.

(160063072) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2016.

Kaede, Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-3378 Livange, 24, rue Geespelt.
R.C.S. Luxembourg B 197.028.

Extrait des résolutions de l'administrateur unique prises en date du 15 avril 2016

Par résolutions du 15/04/2016, l'administrateur unique a décidé de mettre fin avec effet immédiat aux fonctions de dépositaire de:

Maître Andreas KOMNINOS, avocat à la Cour, demeurant professionnellement à L-2550 Luxembourg, 108, Avenue du X Septembre.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016093980/14.

(160063755) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2016.

Montpensier International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 137.188.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2016094036/10.

(160063839) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2016.

Mafic S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 171.047.

Le bilan et annexes au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016094037/9.

(160063056) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2016.

Malouvag S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 161.124.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016094038/9.

(160063296) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2016.

Marigo Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1945 Luxembourg, 3, rue de la Loge.
R.C.S. Luxembourg B 140.695.

Il résulte de la décision de l'associé en date du 5 avril 2016, que le siège de la société est transféré du 1, place du Théâtre L-2613 Luxembourg au 3, rue de la Loge L-1945 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2016094039/13.

(160063417) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2016.

Société d'Investissement du Benelux (S.I.B) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6783 Grevenmacher, 31, Op der Heckmill.
R.C.S. Luxembourg B 164.401.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LUDWIG & MALDENER S.A.R.L.

EXPERTS COMPTABLES - FIDUCIAIRE

31, OP DER HECKMILL - L-6783 GREVENMACHER

Signature

Référence de publication: 2016096386/13.

(160065746) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2016.

Restalia Sàrl, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-6434 Echternach, 4, rue André Duchscher.

R.C.S. Luxembourg B 94.312.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016096356/9.

(160066034) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2016.

Restaurant La Cellula S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3222 Bettembourg, 67-69, route de Dudelange.

R.C.S. Luxembourg B 86.546.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016096357/9.

(160066079) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2016.

Romplex S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 40.271.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016096359/9.

(160066026) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2016.

Rose de Claire S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2445 Luxembourg, 24, rue des Roses.

R.C.S. Luxembourg B 70.615.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016096360/9.

(160066080) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2016.

RS Rinaldis S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4490 Belvaux, 48, rue de l'Usine.

R.C.S. Luxembourg B 149.963.

Les comptes annuels au 31.12.2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016096363/9.

(160065776) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2016.

R2L Lux, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3321 Berchem, 32, rue Méckenheck.

R.C.S. Luxembourg B 196.608.

Les comptes annuels clos au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016096367/9.

(160065717) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2016.

Randstad Group Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 5, place de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 138.754.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016096325/9.

(160065795) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2016.

Randstad Luxembourg International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 5, place de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 89.633.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016096326/9.

(160065796) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2016.

Randstad Luxembourg North America S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 5, place de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 140.086.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016096327/9.

(160065797) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2016.

Reckitt Benckiser Investments (No 1) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3364 Leudelange, 1, rue de la Poudrerie.
R.C.S. Luxembourg B 104.231.

Les comptes annuels arrêtés au 31/12/13 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Reckitt Benckiser Investments (N°1) S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

Référence de publication: 2016096350/12.

(160065652) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2016.

Fidelity Productions Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 41, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 105.518.

Extrait des résolutions prises en date du 30 mars 2016 lors de la réunion du Conseil d'Administration

- Monsieur Christian François, administrateur de Sociétés, demeurant à B-6700 Frassem, 35 Route de Diekirch, est nommé Président du Conseil d'Administration, jusqu'à l'échéance de son mandat, soit jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de 2022.

Luxembourg, le 30 mars 2016.

Certifié sincère et conforme

FIDELITY PRODUCTIONS PARTICIPATIONS S.A.

Le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2016094533/15.

(160064362) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 avril 2016.

Finalink S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 32.000,00.**

Siège social: L-1469 Luxembourg, 95, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 166.102.

—
Extrait de la résolution prise par l'administrateur unique de la société en date du 18 avril 2016.

Résolution unique

L'Administrateur unique décide de transférer le siège social de la société au 95 rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg avec effet au 18 avril 2016.

L'Administrateur Unique

Référence de publication: 2016094534/13.

(160064528) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 avril 2016.

Freo Investment Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 123.898.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016094540/10.

(160063929) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 avril 2016.

Garage Petry S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5540 Remerschen, 124, Waïstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 49.492.

—
Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Echternach, le 13 avril 2016.

Signature.

Référence de publication: 2016094541/10.

(160064447) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 avril 2016.

Globo Re S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 143.806.

—
Le bilan au 31 DECEMBRE 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016094547/10.

(160064390) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 avril 2016.

Fenster Holding GmbH, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 2.024.800,00.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2C, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 173.757.

—
Les comptes annuels au 31 Décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Fenster Holding GmbH S.à.r.l.**Un Mandataire*

Référence de publication: 2016094519/11.

(160064330) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 avril 2016.

Samson & Surrey Holdings Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 15.000.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 203.570.

In the year two thousand and sixteen, on the thirtieth day of March,
before the undersigned, Maître Henri BECK, a notary resident in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg,
was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of Samson & Surrey Holdings Luxembourg S.à r.l., a private limited company (société à responsabilité limitée) existing and organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital amounting to twenty thousand United States Dollars (USD 20,000) registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 203570 (the Company).

The Company has been incorporated pursuant to a deed of Maître Blanche Moutrier, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, dated 4 January 2016, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. The articles of association of the Company (the Articles) have not been amended since the incorporation.

THERE APPEARED:

1. Luis Bach Terricabras, director, born on December 20, 1955 in Barcelona (Spain), having his professional address at Santissima Trinitat del Mont 15- 21, 08017 Barcelona, Spain (Shareholder 1),

here represented by Luis A. Aguerre Enríquez, Doctor en Derecho, whose professional address is 18-20, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal;

2. Juan Rovira Esteve, economist, born on September 6, 1971 in Barcelona (Spain), having his professional address at 10301 SW58 CT, FL 33156 Pinecrest, Florida, United States of America (Shareholder 2),

here represented by Luis A. Aguerre Enríquez, aforementioned, by virtue of a power of attorney given in under private seal;

3. Pierre Minchin, financial consultant, born on August 5, 1951 in Chatou (France), having his professional address at 49, rue Frédéric Clément, 92380 Garches, France (Shareholder 3, and together with Shareholder 1 and Shareholder 2, the Shareholders),

here represented by Luis A. Aguerre Enríquez, aforementioned, by virtue of a power of attorney given in under private seal;

After signature ne varietur by the authorised representative of the appearing parties and the undersigned notary, the powers of attorney will remain attached to this deed to be registered with it.

The Shareholders, represented as stated above, have requested the undersigned notary to record that:

I. The Shareholders hold all the shares in the share capital of the Company.

II. The agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Waiver of the convening notices;

2. Decision to amend article 4 of the articles of association of the Company to limit the duration of the Company to a period commencing on the date of its incorporation (being 4 January 2016) and ending on 30 March 2026;

3. Decision to reduce the nominal value of the shares of the Company from one hundred United States Dollars (USD 100) each to one United States Dollar (USD 1) each and to split each of the existing shares having a nominal value of one hundred United States Dollars (USD 100) into one hundred shares having a nominal value of one United States Dollar (USD 1) each;

4. Creation of three new classes of shares being the class A shares, the Class B shares and the class C shares with a nominal value of one United States Dollar (USD 1) each and having the rights and obligations set out in the articles of association of the Company and conversion of the existing twenty thousand (20,000) shares of the Company into class B shares;

5. Increase of the share capital of the Company by an amount of fourteen million nine hundred and eighty thousand United States Dollars (USD 14,980,000) so as to bring it from its current amount of twenty thousand United States Dollars (USD 20,000) up to fifteen million United States Dollars (USD 15,000,000), by way of the issuance of (i) thirteen million five hundred thousand (13,500,000) class A shares, (ii) one million two hundred and fifty thousand (1,250,000) class B shares, and (iii) two hundred and thirty thousand (230,000) class C shares having a nominal value of one United States Dollar (USD 1) each;

6. Amendment and full restatement of the articles of association of the Company;

7. Amendment to the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company, acting under his sole signature, with full power of substitution, to proceed, on behalf of the Company, with the registration of (i) the split and change of the nominal value of the existing shares; (ii)

the creation of the new classes of shares and the conversion of the existing shares into class B shares and (iii) the issuance of and subscription for the newly issued shares in the register of shareholders of the Company and to see to any related formalities (including, without limitation, the filing and publication of documents with the relevant Luxembourg authorities);

8. Approval of (i) the reclassification of the class A managers of the Company into class B managers and of the class B managers into class L managers and (ii) the appointment of class A managers and class L managers so that the board of managers shall be composed as follows:

- (i) four (4) class A managers;
- (ii) two (2) class B managers; and
- (iii) six (6) class L managers.

9. Miscellaneous.

III. That the Shareholders have taken the following resolutions:

First resolution

The entirety of the share capital being present or represented at the Meeting, the Shareholders resolve to waive the convening notices, the Shareholders considering themselves as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to them in advance.

Second resolution

The Shareholders resolve to amend article 4 of the Articles relating to the duration of the Company and to limit the duration of the Company from an unlimited period of time to a duration of ten (10) years.

Third resolution

The Shareholders resolve to reduce the nominal value of the shares of the Company from one hundred United States Dollars (USD 100) each to one United States Dollar (USD 1) each and split each of the existing shares having a nominal value of one hundred United States Dollars (USD 100) into one hundred shares having a nominal value of one United States Dollar (USD 1) each without decreasing the share capital of the Company.

Fourth resolution

The Shareholders resolve (i) to create three new classes of shares being the class A shares (collectively the Class A Shares and, individually, a Class A Share), the class B shares (collectively the Class B Shares and, individually, a Class B Share) and the class C shares (collectively the Class C Shares and, individually, a Class C Share) with a nominal value of one United States Dollar (USD 1) each and having the rights and obligations set out in the Articles as restated under the sixth resolution; and (ii) to convert the existing twenty thousand (20,000) shares of the Company into class B shares. As a result, the twenty thousand (20,000) existing shares are held as follows:

- Luis Bach Terricabras owns fifteen thousand (15,000) Class B Shares;
- Juan Rovira Esteve owns four thousand (4,000) Class B Shares; and
- Pierre Minchin owns one thousand (1,000) Class B Shares.

The Shareholders further resolve to acknowledge that, as a result of the above conversion, the share capital of the Company, set at twenty thousand United States Dollars (USD 20,000), is now represented by twenty thousand (20,000) Class B Shares having a nominal value of one United States Dollar (USD 1) each.

Fifth resolution

The Shareholders resolve to increase the share capital of the Company by an amount of fourteen million nine hundred and eighty thousand United States Dollars (USD 14,980,000) so as to bring it from its current amount of twenty thousand United States Dollars (USD 20,000) up to fifteen million United States Dollars (USD 15,000,000), by way of the issuance of (i) thirteen million five hundred thousand (13,500,000) class A shares, (ii) one million two hundred and fifty thousand (1,250,000) class B shares, and (iii) two hundred and thirty thousand (230,000) class C shares having a nominal value of one United States Dollar (USD 1) each.

Subscription - Payment

1. Luis Bach Terricabras, represented as stated above, declares to subscribe for:

- (i) Three hundred and forty-nine thousand four hundred (349,400) Class B Shares; and
- (ii) Fifty-four thousand five hundred (54,500) Class C Shares,

having in each case a nominal value of one United States Dollar (USD 1) each, and to fully pay them up by way of (i) a contribution in cash in an aggregate amount of three hundred and eighty-eight thousand three hundred forty-seven United States Dollars (USD 388,347) and (ii) a contribution in kind consisting of a claim that Shareholder 1 has against the Company in an amount of fifteen thousand five hundred and fifty-three United States Dollars (USD 15,553) (the Contribution in Kind 1) to be allocated to the share capital account of the Company.

The valuation of the Contribution in Kind 1 is evidenced by, inter alia, a certificate issued on 21 March 2016 by Shareholder 1 which is also acknowledged and approved by the management of the Company which, after signature ne varietur by the proxyholder of the Shareholders and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

2. Juan Rovira Esteve, represented as stated above, declares to subscribe for:

- (iii) One hundred and sixty-six thousand (166,000) Class B Shares; and
- (iv) Sixty-one thousand seven hundred (61,700) Class C Shares,

having in each case a nominal value of one United States Dollar (USD 1) each, and to fully pay them up by way of (i) a contribution in cash for an aggregate amount of two hundred and one thousand United States Dollars (USD 201,000) and (ii) a contribution in kind consisting of a claim that Shareholder 2 has against the Company in an amount of twenty-six thousand seven hundred United States Dollars (USD 26,700) (the Contribution in Kind 2) to be allocated to the share capital account of the Company.

The valuation of the Contribution in Kind 2 is evidenced by, inter alia, a certificate issued on 24 March 2016 by Shareholder 2 which is also acknowledged and approved by the management of the Company which, after signature ne varietur by the proxyholder of the Shareholders and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

3. Pierre Minchin, represented as stated above, declares to subscribe for:

- (i) Fifty-two thousand (52,000) Class B Shares; and
- (ii) Eleven thousand two hundred (11,200) Class C Shares,

having in each case a nominal value of one United States Dollar (USD 1) each, and to fully pay them up by way of a contribution in cash in an amount of sixty-three thousand two hundred United States Dollars (USD 63,200) to be allocated to the share capital account of the Company.

4. Iridium Investments Limited Two Limited, a private limited liability company incorporated under the laws of The British Virgin Islands (BVI), with registered office at 2nd Floor, Abbott Building, 87 Main Street, Waterfront Drive, PO Box 3169, Road Town, Tortola, VG1110, British Virgin Islands registered with the Registry of Corporate Affairs - British Virgin Islands under number 1042986 (Shareholder 4),

here represented by Luis A. Aguerre Enríquez, aforementioned, by virtue of a proxy given under private seal - the said proxy, after having been signed ne varietur by the appearing party and the undersigned notary, remaining annexed to the present deed for the purpose of registration,

declares to subscribe for:

- (i) Six hundred and eighty-two thousand six hundred (682,600) Class B Shares; and
- (ii) One hundred and two thousand six hundred (102,600) Class C Shares,

having in each case a nominal value of one United States Dollar (USD 1) each, and to fully pay them up by way of (i) a contribution in cash in an amount of seven hundred and sixty-two thousand five hundred and fifty United States Dollars (USD 762,550) to be allocated to the share capital account of the Company and (ii) a contribution in kind consisting of a claim that Shareholder 4 has against the Company in an amount of twenty-two thousand six hundred and fifty United States Dollars (USD 22,650) (the Contribution in Kind 3) to be allocated to the share capital account of the Company.

The valuation of the Contribution in Kind 3 is evidenced by, inter alia, a certificate issued on 22 March 2016 by Shareholder 4 which is also acknowledged and approved by the management of the Company which, after signature ne varietur by the proxyholder of the Shareholders and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

5. SNI International Holdings S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) company incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 37A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 186518 having a share capital of EUR 1,500,000 (Shareholder 5),

here represented by Mr. Valery Beuken, born on 14 June 1977, in Verviers, Belgium, and having his address at 5 rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal - the said proxy, after having been signed ne varietur by the appearing party and the undersigned notary, remaining annexed to the present deed for the purpose of registration,

declares to subscribe for one hundred and fifty thousand (150,000) Class A Shares having a nominal value of one United States Dollar (USD 1) each, and to fully pay them up by way of a contribution in kind consisting of a claim that Shareholder 5 has against the Company in an amount of one hundred and fifty thousand United States Dollars (USD 150,000) to be allocated to the share capital account of the Company (the Contribution in Kind 4).

The valuation of the Contribution in Kind 4 is evidenced by, inter alia, a certificate issued on 22 March 2016 by Shareholder 5 which is also acknowledged and approved by the management of the Company which, after signature ne varietur by the proxyholder of the Shareholders and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

6. Guisando B.V., a private limited liability company incorporated under the laws of The Netherlands, with registered office at De Boelelaan 7, 1083HJ, Amsterdam, Netherlands registered with the Dutch Trade Register under number 6168402 (Shareholder 6),

here represented by Luis A. Aguerre Enríquez, aforementioned, by virtue of a proxy given under private seal - the said proxy, after having been signed *ne varietur* by the appearing party and the undersigned notary, remaining annexed to the present deed for the purpose of registration,

declares to subscribe for four million four hundred and fifty thousand (4,450,000) Class A Shares having a nominal value of one United States Dollar (USD 1) each, and to fully pay them up by way of (i) a contribution in cash in an amount of four million three hundred thousand United States Dollars (USD 4,300,000) to be allocated to the share capital account of the Company and (ii) a contribution in kind consisting of a claim that Shareholder 6 has against the Company in an amount of one hundred and fifty thousand United States Dollars (USD 150,000) to be allocated to the share capital account of the Company (the Contribution in Kind 5).

The valuation of the Contribution in Kind 5 is evidenced by, *inter alia*, a certificate issued on 22 March 2016 by Shareholder 6 which is also acknowledged and approved by the management of the Company which, after signature *ne varietur* by the proxyholder of the Shareholders and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

7. MJLD, a société par actions simplifiée incorporated under the laws of France, with registered office at 16, Avenue Robert Schuman, 75007, Paris, France registered with the registre du commerce et des sociétés de Paris under number 517.959.144 (Shareholder 7),

here represented by Luis A. Aguerre Enríquez, aforementioned, by virtue of a proxy given under private seal - the said proxy, after having been signed *ne varietur* by the appearing party and the undersigned notary, remaining annexed to the present deed for the purpose of registration,

declares to subscribe for four million four hundred and fifty thousand (4,450,000) Class A Shares having a nominal value of one United States Dollar (USD 1) each, and to fully pay them up by way of (i) a contribution in cash in an amount of four million three hundred thousand United States Dollars (USD 4,300,000) to be allocated to the share capital account of the Company and (ii) a contribution in kind consisting of a claim that Shareholder 7 has against the Company in an amount of one hundred and fifty thousand United States Dollars (USD 150,000) to be allocated to the share capital account of the Company (the Contribution in Kind 6).

The valuation of the Contribution in Kind 6 is evidenced by, *inter alia*, a certificate issued on 22 March 2016 by Shareholder 7 which is also acknowledged and approved by the management of the Company which, after signature *ne varietur* by the proxyholder of the Shareholders and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

8. Artisanal Spirits Holdings Ltd, a limited company incorporated under the laws of the British Virgin Islands, with registered office at Level 1, Palm Grove House, Wickham's Cay 1, Road Town, Tortola, British Virgin Islands (BVI), registered with the Registrar of Corporate Affairs - BVI Financial Services Commission under number 1907894 (Shareholder 8),

here represented by Luis A. Aguerre Enríquez, aforementioned, by virtue of a proxy given under private seal - the said proxy, after having been signed *ne varietur* by the appearing party and the undersigned notary, remaining annexed to the present deed for the purpose of registration,

declares to subscribe for four million four hundred and fifty thousand (4,450,000) Class A Shares having a nominal value of one United States Dollar (USD 1) each, and to fully pay them up by way of (i) a contribution in cash in an amount of four million three hundred thousand United States Dollars (USD 4,300,000) to be allocated to the share capital account of the Company and (ii) a contribution in kind consisting of a claim that Shareholder 8 has against the Company in an amount of one hundred and fifty thousand United States Dollars (USD 150,000) to be allocated to the share capital account of the Company (the Contribution in Kind 7).

The valuation of the Contribution in Kind 7 is evidenced by, *inter alia*, a certificate issued on 22 March 2016 by Shareholder 8 which is also acknowledged and approved by the management of the Company which, after signature *ne varietur* by the proxyholder of the Shareholders and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

The shares so subscribed by the parties mentioned above under paragraphs numbered one (1) to eight (8), have been fully paid-up by (i) a contribution in cash in the aggregate amount of fourteen million three hundred and fifteen thousand and ninety-seven United States Dollars (USD 14,315,097) and (ii) a contribution in kind in the aggregate amount of six hundred and sixty-four thousand nine hundred and three United States Dollars (USD 664,903). The amount of fourteen million nine hundred and eighty thousand United States Dollars (USD 14,980,000) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

The total contribution in the amount of fourteen million nine hundred and eighty thousand United States Dollars (USD 14,980,000) is entirely allocated to the share capital of the Company.

For the purpose of article 189 of the Luxembourg law on commerce and companies dated 10 August 1915, as amended, the Shareholders accept Shareholder 4, Shareholder 5, Shareholder 6, Shareholder 7 and Shareholder 8 as new shareholders of the Company.

As a consequence of the above, Shareholder 4, Shareholder 5, Shareholder 6, Shareholder 7 and Shareholder 8 join the extraordinary general meeting of the Company and vote on the following resolutions.

Shareholder 1, Shareholder 2, Shareholder 3, Shareholder 4, Shareholder 5, Shareholder 6, Shareholder 7 and Shareholder 8 are hereinafter collectively referred to as the Shareholders for the purposes of the following resolutions.

Sixth resolution

The Shareholders resolve to amend and fully restate the articles of association of the Company, so that they shall henceforth read as follows:

Name - Registered Office - Object - Duration

1. Name. The name of the company is “Samson & Surrey Holdings Luxembourg S.à r.l.” (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

2. Registered office.

2.1 The Company’s registered office is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of managers. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the Shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2 Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. If the board of managers (the Board) determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

3. Corporate object.

3.1 The Company’s object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2 The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

3.3 The Company may use any techniques, legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4 The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

4. Duration.

4.1 The duration of the Company shall be limited to a period commencing on the date of its incorporation (being 04 January 2016) and ending on 30 March 2026.

4.2 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more Shareholders.

Capital - Shares

5. Capital.

5.1 The Company’s share capital is set at fifteen million United States Dollars (USD 15,000,000) represented by fifteen million (15,000,000) shares comprising:

5.1.1 thirteen million five hundred thousand (13,500,000) class A shares (the Class A Shares);
 5.1.2 one million two hundred seventy thousand (1,270,000) class B shares (the Class B Shares); and
 5.1.3 two hundred thirty thousand (230,000) class C shares (the Class C Shares, and together with the Class A Shares, the Class B Shares, the Shares and each a Share);

with a nominal value of one United States Dollar (USD 1) each.

5.2 No other Class of Shares shall be issued.

5.3 The Company's share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the Shareholders at a general meeting of Shareholders (each a General Meeting) adopted in accordance with article 9.2.9 and provided that the share capital may only be increased above USD 85 million if the following additional approvals are obtained:

5.3.1 approval of the holders of at least 85% of the Class A Shares shall be required in order to increase the share capital in excess of USD 85 million where either (a) the number or corporate identity of the managers is required to be changed or (b) any Class A Shareholder is diluted to ownership of less than 5% of the total Shares Outstanding; and

5.3.2 approval of the holders of at least 75% of the Class A Shares and the holders of at least 50.1% of the Class B Shares, shall be required in order to increase the share capital in excess of USD 85 million where neither (a) the number or corporate identity of the managers changes nor (b) any Class A Shareholder is diluted to owning less than 5% of the total Shares Outstanding.

5.4 The Shareholders agree and acknowledge that if, on or before 30 September 2016 a new investor subscribes for Shares in the Company, the subscription price to be paid for such Shares shall be increased by a simple interest factor of 8% per annum. For purposes of clarification, the calculation is set forth below:

(i) if one Capital Contribution has previously occurred:

- the % share of (A) the new investor's Capital Contribution compared to (B1) the total Capital Contribution by the pre-existing Shareholders at the date of this first Capital Contribution = A/B1

- multiplied by K1 the dollar amount of the total Capital Contribution by the Shareholders at the date of this first Capital Contribution

- multiplied by 8%

- multiplied by (D1) the number of days elapsed between the date of the payment of the previous Capital Contribution and the date of the payment of the new investor's Capital Contribution

- divided by 365

term 1 = A/B1 x K1 x 8% x D1/365

(ii) if a second Capital Contribution has previously occurred then a second amount to be added to the first one should be computed with the same formula adjusted as follows:

- the % share is computed at the date of the second subscription A/B2 (if the total Capital Contribution by the pre-existing Shareholders has not changed at the time of this second subscription then B2=B1)

- K2 the dollar amount of Capital Contribution is equal to the second Capital Contribution

- D2 the number of days to take into consideration is the number of days elapsed between the date of the payment of the second Capital Contribution and the date of the payment of the new investor's Capital Contribution

term 2 = A/B2 x K2 x 8% x D2/365

(iii) and so on and so forth if a third, a fourth....Capital Contributions have occurred....as a result the mathematic formula would read as the sum of term 1 + term 2 +.....+ term n

or: $(A \times 8\% / 365) \times ((K1/B1 \times D1) + (K2/B2 \times D2) + \dots + (Kn/Bn \times Dn))$

5.5 All Shares will have pre-emptive rights on a new issuance of Shares except in the case of Shares issued in connection with an Acquisition. For the avoidance of doubt, this article 5.4 is without prejudice to articles 5.1.4 and 5.2.

5.6 If the Company proposes to issue new Shares of any class (the Pre-emptive Shares), each Shareholder (as of the date of dispatch for the relevant Preemptive Notice) shall have the right (the Pre-emptive Right) to subscribe for an amount of such Shares equal to such Shareholder's Pro Rata Percentage (as of the date of dispatch for the relevant Pre-emptive Notice) thereof; provided that each Shareholder holding Class A Shares immediately preceding the pre-emptive issuance shall have a Pre-emptive Right only in respect of Class A Shares and each Shareholder holding Class B Shares or Class C Shares immediately preceding the pre-emptive issuance shall have a Pre-emptive Right only in respect of Class B Shares and Class C Shares. The Pre-emptive Right shall be exercisable by each such Shareholder for the same price per Share and upon the same terms and conditions as the Pre-emptive Shares to be issued. For the avoidance of any doubt, Pre-emptive Class C Shares shall be issued at the same price as Pre-emptive Class A and Class B Shares.

5.7 In connection with each issuance giving rise to the Pre-emptive Right, the Board shall deliver a written notice to each Shareholder (a Pre-emptive Notice), specifying the price to be paid for the Shares being issued, the number and type of Shares for which the applicable Shareholder is entitled to subscribe pursuant to article 5.6, and the manner of payment for such Shares. The Pre-emptive Notice shall be open for acceptance for no less than ten (10) Business Days following the date of dispatch of such Pre-emptive Notice. Any acceptance of the offer set forth in the Pre-emptive Notice must be made by the applicable Shareholder in writing and accompanied by payment in full, through receipt by the Company of

cleared funds, for all of the Shares to be acquired by such Shareholder pursuant to article 5.6. In the event that one or more Shareholders decline to accept the offer set forth in the Pre-emptive Notice, any residual Shares which would have been allocated to such declining Shareholders had they elected to participate shall instead be reallocated to each accepting Shareholder on the basis of its respective pro rata participation in the pre-emptive issuance (subject in each case to such accepting Shareholder's written consent to such reallocation of residual Shares and payment in full therefor) until all such residual Shares have been so reallocated or such accepting Shareholders have declined further reallocations. Shares to be issued to Shareholders pursuant to a validly exercised Pre-emptive Right shall, if practicable, be issued contemporaneously with the issuance of Shares pursuant to the original issuance giving rise to the Pre-emptive Right or as soon as practicable thereafter. The Board shall have the right to abandon or terminate any exercise of the Pre-emptive Right in the event the original issuance giving rise to the Pre-emptive Right is not completed.

6. Shares.

6.1 General

6.1.1 The Shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per Share.

6.1.2 When the Company has a sole Shareholder, the Shares are freely transferable to third parties.

6.1.3 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

6.1.4 A register of shareholders shall be kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

6.1.5 The Company may redeem its own Shares, provided:

- (i) it has sufficient distributable reserves for that purpose; or
- (ii) the redemption results from a reduction in the Company's share capital.

6.2 Share Rights

Each Class of Shares shall have the rights (including, but not limited to, the entitlement to profits of the Company) set out in these Articles and any Shareholders Agreement.

6.3 General Restrictions on Transfer.

6.3.1 The provisions of articles 6.3 to 6.7 shall, at all times, be subject to the share transfer restrictions set out in the Law.

6.3.2 No Shareholder shall Transfer any Shares except any Transfers pursuant to a transaction in compliance with all applicable provisions of these Articles.

6.3.3 Subject to applicable law, no Shareholder may Transfer any Shares unless and until any and all accrued and unpaid SPI has been fully paid to the Class C Shareholders. Only a Shareholder that has satisfied in full its obligations with respect to the SPI shall be permitted to Transfer its Shares.

6.4 Permitted Transfers.

6.4.1 Only the following Transfers of Shares shall be permitted:

(a) a Transfer of any class of Shares by any Shareholder:

- (i) in the case of a Liquidity Event;
- (ii) to any third party, within the first nine (9) years from 30 March 2016, with the written consent of the Board, such consent not to be unreasonably withheld or delayed;
- (iii) to any third party, after 30 March 2025;

(b) a Transfer of Class A Shares by a Class A Shareholder to a Class A Shareholder;

(c) a Transfer of Class B Shares or Class C Shares by any Class B Shareholder or Class C Shareholder to any Class B Shareholder or Class C Shareholder, with the consent of holders of a simple majority of the Class A Shares (or unanimous consent if there are only 3 Class A Shareholders), Class B and Class C Shareholders;

(d) a Transfer of Class A Shares (i) by a Shareholder which is an entity, to any Affiliate of such Shareholder or (ii) by a Shareholder which is an individual to a Family Member (a Related Party Transfer), provided that:

(aa) such Transfer was not undertaken for the purpose of circumventing the restrictions on Transfer set forth in these Articles and any Shareholders Agreement, and

(bb) if subsequently following such Related Party Transfer the transferee ceases to be an Affiliate of such Shareholder or a Family Member, such transferee shall as soon as possible transfer the Shares transferred to it back to such Shareholder or an Affiliate of such Shareholder and pending such transfer back, shall not exercise any voting rights with respect to such Shares;

(e) a Transfer of Class B or Class C Shares to (i) an entity Controlled by the transferring Shareholder or (ii) a Family Member of the transferring Shareholder, provided that:

(aa) such Transfer was not undertaken for the purpose of circumventing the restrictions on Transfer set forth in these Articles and any Shareholders Agreement,

(bb) if subsequently following such Transfer the transferee ceases to be an entity Controlled by such transferring Shareholder or a Family Member of such transferring Shareholder, such transferee shall as soon as possible transfer the Shares

transferred to it back to such Shareholder or an Affiliate of such Shareholder and pending such transfer back, shall not exercise any voting rights with respect to such Shares,

(cc) the transferring Shareholder shall continue to hold at least 50.1% of its Class B or Class C Shares and,

(dd) the transferring Shareholder hereby agrees to be jointly and severally liable with the transferee for the performance by the transferee of all obligations which it is subject to as a Shareholder,

subject, in all the above cases except the circumstances set out in articles 6.4.1(a)(i) and 6.4.1 (d) and (e), to article 6.7 (Right of First Refusal), and provided that the restrictions on Transfer contained in articles 6.3 to 6.6 shall continue to apply to any such Shares after any such Transfer.

6.5 Transfer Procedures.

6.5.1 Without prejudice to article 6.4.1, prior to transferring any Shares (other than pursuant to a Liquidity Event) to any person:

(a) the transferring Shareholder shall notify the Company in writing of the proposed Transfer;

(b) the transferring Shareholder shall provide such information, and shall ensure that Transferee provides such information, to the Company as is reasonably requested by the Board in order to determine that such Transfer complies with any applicable law or regulation, these Articles and any Shareholders Agreement, in form and substance reasonably satisfactory to the Board, including any information the Board may reasonably request regarding the terms (including the price) of the Transfer and the identity of the Transferee; provided that where such Transfer is a Related Party Transfer such information shall be limited to the identity of the Transferee and any information that the Board may reasonably request to satisfy itself that the proposed Transfer qualifies as a Related Party Transfer; and

(c) that is not already a Shareholder:

(i) the approval of the Shareholders in a Meeting shall be obtained pursuant to Article 189 of the 1915 Law; and

(ii) the Transferee shall agree to be bound by the terms of these Articles and any Shareholders Agreement in respect of the Transferred Shares (an Adhering Shareholder).

6.5.2 Without prejudice to article 6.6 below, if the transferring Shareholder and transferee have complied with, where relevant, sub clauses (a) to (c) (inclusive) of article 6.5.1 and the Board is reasonably satisfied that such Transfer complies with the terms of these Articles, and any Shareholders Agreement and any applicable law or regulation, the Board shall promptly take appropriate action to procure that such Transfer is recorded in the Shares register of the Company. The Shareholders agree to extend the benefit of these Articles and any Shareholders Agreement, subject to the burden, to any person who acquires or is issued Shares in accordance with these Articles and any Shareholders Agreement, but without prejudice to the continuation inter se of the rights and obligations of the original Shareholders to these Articles and any Shareholders Agreement and to any other persons who has entered into such deed of adherence.

6.6 Transfers in Violation of Shareholders Agreement.

Any Transfer or attempted Transfer of any Shares in violation of these Articles and/or any provision of a Shareholders Agreement shall be of no effect, and shall not be enforceable towards the Company or the Shareholders, and the Company, through the Board, shall not give effect to such Transfer nor record such Transfer in its Shares register or treat any purported Transferee of such Shares as the owner of such Shares for any purpose.

6.7 The Right of First Refusal

If at any time a Class A Shareholder, a Class B Shareholder, or a Class C Shareholder (the Selling Shareholder) desires to Transfer pursuant to article 6.4.1(a)(ii) or (iii) Shares (the Subject Shares), the following will apply:

6.7.1 Application of the Right of First Refusal.

(a) Notwithstanding anything to the contrary in this article 6.7, the right of first refusal described in this article 6.7 shall apply, in the first instance, only to Other Shareholders who are holders of Shares of the same class as the Subject Shares (the Same Class Other Shareholders).

(b) Only after Same Class Other Shareholders have failed to purchase all or any portion of the Subject Shares shall the right of first refusal apply to Other Shareholders who are holders of Shares of a different class than the Subject Shares (the Different Class Other Shareholders). The Selling Shareholder shall give prompt written notice to the Different Class Other Shareholders promptly after the Selling Shareholder is aware that Subject Shares remain available for purchase. Any deadlines or other dates set forth in the Offer or this article 6.7 shall be automatically and equitably extended such that the Different Class Other Shareholders shall have the same amount of time to consider and respond to the Offer as was originally made available to the Same Class Other Shareholders and, in such event, Other Shareholders shall be understood to mean only Different Class Other Shareholders.

(c) In the event a Class C Shareholder is also a U.S. resident, then and in that event, such Shareholder may not Transfer any Class C Shares prior to the expiration of a two year period following the issuance of the Class C Shares. To avoid any doubt, this restriction does not apply to any Class C Shareholder that is not a U.S. resident.

6.7.2 The Selling Shareholder will give to each other Shareholder(s) (collectively, the Other Shareholders) a written description of the Subject Shares, the name of the proposed purchaser, the good faith third party offer purchase price and payment terms and other terms offered by the proposed purchaser (such written information collectively, the Offer).

6.7.3 The Other Shareholders will have 30 days from the receipt of the Offer to accept the purchase price and the terms set forth in the Offer, as buyer, by giving written notice thereof to the Selling Shareholder. Each Other Shareholder will have the right to purchase such number of the Subject Shares (i) as is equal to a fraction, the numerator of which is the number of Shares held by the Other Shareholder and the denominator of which is the number of Shares held by all of the Other Shareholders (including the Other Shareholder) who desire to purchase Subject Shares, or (ii) as is agreed upon by all such Other Shareholders who desire to so purchase.

6.7.4 If some or all of the Other Shareholders agree to purchase all (but not less than all) of the Subject Shares, then the Selling Shareholder and the Other Shareholders who are purchasing will close the purchase for the purchase price and upon the terms of the Offer within 60 days after the Offer is made (or if later the closing date set forth in the Offer). If the purchase price set forth in the Offer includes any secured notes and/or third party guarantees, then the Other Shareholders shall pledge the Subject Shares as collateral for the purchase price.

6.7.5 If the Other Shareholders fail to agree to purchase all of the Subject Shares within the time period set out above, the Selling Shareholder will have the right, to consummate the sale or conveyance of all of the Subject Shares so long as (i) the purchaser is the proposed purchaser named in the Offer, (ii) the price, payment and other terms are at least as favorable to the Selling Shareholder as those set forth in the Offer, (iii) the closing occurs on or before the date set forth in the Offer (but no more than 45 Business Days after the date of the Offer).

6.7.6 Any purchaser of the Subject Shares under this article desiring to make a further sale or conveyance of any part of the Subject Shares will be subject to articles 6.3 to 6.8.

6.8 Tag Along and Drag Along Rights.

6.8.1 Upon a proposed Transfer of any of the Class A Shares to a third party who is not a Shareholder which would result in a Change in Control, then and in that event, the remaining Class A Shareholders, the Class B Shareholders and the Class C Shareholders shall have a “tag along” right to sell all of their Class A, Class B and Class C Shares to the purchaser(s) of the majority of the Class A Shares, and the Selling Shareholder shall also have a “drag along” right to require the remaining Shareholders to sell the remaining Class A, Class B and Class C Shares to complete the proposed Transfer; provided, however, during the five (5) year period commencing on the Closing Date and terminating on the fifth anniversary of the Closing Date, the Selling Shareholder shall not have a “drag along” right pursuant to this article 6.8.1, unless the purchase price (net of the SPI) for such Selling Shareholder’s Class A Shares is an amount at least 2.5 times greater than the Selling Shareholder’s Capital Contribution.

6.8.2 Upon a proposed Transfer of any of the Class A Shares to another Class A Shareholder thereby resulting in a Change in Control [in respect of the Class A Shares] following such Transfer, then and in that event, the remaining Class A Shareholders, the Class B Shareholders and the Class C Shareholders shall have a “tag along” right to sell all of the Class B and Class C shares to the purchaser(s) of the majority of the Class A Shares, and Selling Shareholder shall not have a “drag along” right to require the remaining Shareholders to sell their Class A, Class B and Class C Shares to complete the proposed Transfer.

6.8.3 For purposes of any “tag along” right, the applicable Other Shareholders shall sell for the same consideration per Share and upon the same terms relating to Shares as the Selling Shareholder(s). For purposes of any “drag along” right, the Selling Shareholder(s) shall have the right to require all (but not less than all) of the Other Shareholders to participate in the sale as sellers of their Shares along with the sale by the Selling Shareholder(s) for the same consideration per Share of pro rata percentage Shares and upon the same terms relating to Shares as the Selling Shareholder(s) subject to appropriate adjustments for the economic rights of each class of Shares.

6.8.4 The Shareholder(s) exercising rights set out in articles 6.8.1 to 6.8.3 above will give written notice of exercise to the Company and the relevant Other Shareholders by the end of such 15 day period. At the applicable closing(s), each applicable Shareholder will execute and deliver all documents as may be reasonably required to effectuate the Transfer of the applicable Shares, free and clear of all liens, claims, and encumbrances of any type, other than any Shareholders Agreement, and each applicable Shareholder will execute such other instruments as may be reasonably required of all participating Shareholders. If any Other Shareholder actively opposes or refuses to cooperate in such sale, then, in such circumstances, all Selling Shareholders are hereby granted a limited power-of-attorney to act for and in the name of any such Other Shareholder to execute any and all documentation in connection with the sale of the Other Shareholder’s Shares that the Selling Shareholders deem necessary to consummate the transaction. All employment, consulting, covenant not to compete, and similar payments or amounts to be paid, directly or indirectly, to a Shareholder or its Affiliates by the purchaser or its Affiliates (and not all Shareholders on a percentage Share basis) will be limited to reasonable amounts.

6.8.5 Any proposed Transfer other than those described in articles 6.8.1 to 6.8.3 the remaining Shareholders shall not have “tag along” rights, and the Selling Shareholder shall not have any “drag along” rights in connection with the proposed Transfer.

Management - Representation

7. Appointment and removal of managers.

7.1 The Company shall be managed by one or more managers appointed by a resolution of the Shareholders, which sets the term of their office. The managers need not be Shareholders.

7.2 The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the Shareholders.

8. Board of managers.

8.1 If several managers are appointed, they shall constitute the Board. The Company shall be managed by a Board composed of a maximum of sixteen (16) managers. The Board shall be composed of:

8.1.1 one (1) class A manager and one (1) Observer for each USD 15 million committed by a Class A Shareholder as its committed investment amount (each a Class A Manager), appointed by the Meeting from a list of nominees submitted to such Meeting by each such Class A Shareholder; two (2) class B managers and two (2) Observers appointed by the Meeting from a list of nominees submitted to such Meeting by a majority of the Class B Shareholders (the Class B Managers);

8.1.2 two (2) class L managers appointed by the Meeting from a list of nominees submitted to such Meeting by the Class C Shareholders (the Founders' Class L Managers); and

8.1.3 one (1) class L Manager for each Class A Shareholder having the right to appoint a Class A Manager, such class L Manager to be appointed by the Meeting from a list of nominees submitted to such Meeting by each such Class A Shareholder having the right to appoint a Class A Manager (the Investors' Class L Managers together with the Founders' Class L Managers the Class L Managers).

8.2 Powers of the board of managers

8.2.1 All powers not expressly reserved to the Shareholders by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object, subject to the provisions of these Articles.

8.2.2 The Board may delegate, pursuant to a decision validly taken in accordance with any Shareholders' Agreement, any of their powers to a committee of the Board or a subsidiary board, as the case may be, and may amend, modify or revoke any such delegation at any time. Such committees may include, but shall not be limited to, finance, remuneration and (if required) nomination committees. A subsidiary board may appoint to any committee such person or persons as such subsidiary board shall determine and on such terms as such subsidiary board shall determine from time to time, provided that a member of a committee shall not be entitled to participate in, and vote on, discussions and proposals concerning his or her own remuneration, nomination or engagement.

8.3 Appointment and removal of managers

8.3.1 The managers do not need to be Shareholders. The managers are appointed by the General Meeting. Subject to article 8.3, the General Meeting may at any time, with or without cause, revoke and replace the manager(s),

8.3.2. Each Class L Manager shall be resident at all times in Luxembourg.

8.3.3. The appointment or removal of any manager, where:

(a) with respect to the appointment or removal of a person as a Class A Manager pursuant to article 8.1.1, such action has been approved by the relevant Class A Shareholder entitled to make such appointment or removal pursuant to article 8.1.1,

(b) with respect to the appointment or removal of a person as a Class B Manager pursuant to article 8.1.1, such action has been approved by the Class B Shareholders,

(c) with respect to the appointment or removal of a person as a Founders' Class L Manager pursuant to article 8.1.2, such action has been approved by the Class C Shareholders,

(d) with respect to the appointment or removal of a person as a Investors' Class L Manager pursuant to article 8.1.3, such action has been approved by the relevant Class A Shareholder,

all holders of Shares shall thereafter to the fullest extent permitted by applicable law be obliged to take all actions reasonably requested by the Board or the Shareholders entitled to nominate a manager in accordance with article 8.1 in order to effect such appointment or removal (as the case may be) of the relevant person(s), including voting all Shares held thereby at a Meeting in person or by proxy or executing a written consent (if applicable) in favour of such appointment or removal.

8.4 Chairman

The Chairman of the Board shall be one of the Class A Managers or Class B Managers and shall be selected by a majority vote of the Board (including a majority of the Class A Managers (or the unanimous vote thereof if there are only 3 Class A Managers)), plus the vote in favour of one Class B Manager and one Class L Manager (the Chairman). In circumstances in which such agreement cannot be reached, the Shareholders agree that the first Chairman of the Board shall be Mr. Luis Bach Terrabras. Notwithstanding the foregoing, with respect to any meeting of the Board that is not attended by the Chairman of the Board, the Board may appoint another manager to serve as 'chairman pro tempore' of such meeting of the Board.

8.5 Procedure

8.5.1 Written notice of any meeting of the Board shall be given to Managers by the Chairman or a Material Shareholder at least five (5) Business Days in advance of the date scheduled for such meeting; provided that if in the opinion of the Chairman or the relevant Material Shareholder the interests of the Company would be reasonably likely to be adversely affected if the business to be transacted at such meeting were not dealt with as a matter of urgency, advance notice of twenty four (24) hours may be given; provided further that such notice period may be further limited with the unanimous consent of the Managers. Notice shall be made by mail, facsimile or e-mail and shall contain, inter alia, the place, date and time of

the meeting and an agenda specifying in reasonable detail the matters to be discussed at the meeting together with all relevant agreements to be approved (or summaries of the material terms thereof) to the extent then available, it being specified that any Manager may submit in writing item(s) to the agenda of any meeting. Matters not on the agenda, or business conducted in relation to those matters, may not be raised at a Board meeting unless all the Managers agree in writing. Notice may be waived by any Manager (with respect to him/her/itself) by consent in writing, or by such Manager's attendance at such meeting. Notice will not be required for a meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the Board.

8.5.2 All resolutions taken at a meeting of the Board shall be adopted in a meeting (the First Meeting) where a majority of the Managers (including a majority of the Class A Managers) are present and represented. If within thirty (30) minutes following the time appointed for the First Meeting such a quorum is not met, or if during the First Meeting a quorum ceases to be met, the First Meeting shall be adjourned to the day which occurs no earlier than 5 Business Days following the originally scheduled date of the First Meeting (or if that is not a Business Day to the next Business Day) at the same time and place (the Second Meeting), and written notice of the same shall be circulated by the Chairman or the relevant Material Shareholder to the Managers by e-mail or facsimile within twenty four (24) hours of the adjournment. The quorum at such Second Meeting shall be a majority of the Class A Managers present or represented. Such Second Meeting shall not validly resolve on any matter which was not identified on the agenda of the First Meeting in the original notice circulated to Managers. If, at the Second Meeting, the required quorum is not met within thirty (30) minutes following the time appointed for the Second Meeting, or if during the Second Meeting a quorum ceases to be met, the Second Meeting shall be adjourned again to the date which is two (2) Business Days thereafter at the same time and place (the Third Meeting), and notice of the same shall be circulated by the Chairman or the relevant Material Shareholder to the Managers by e-mail or facsimile promptly and the same day of such adjournment. The quorum at such Third Meeting shall be two Managers (including at least one Class A Manager) present or represented and such Third Meeting shall not validly resolve on any matter which was not identified on the agenda of the First Meeting in the original notice circulated to Managers. If, at the Third Meeting, the required quorum is not met or ceases to be met, no fourth meeting shall be convened with the same agenda.

8.5.3 Meetings of the Board shall, in principle, be held in Luxembourg at such place or places as shall be determined from time to time by resolution of the Board; provided that any or all managers may participate in any such meeting by means of conference telephone or similar communications equipment pursuant to article 8.5.4.

8.5.4 Any manager may participate in and hold a meeting using a conference telephone or similar communications equipment by means of which all persons participating in the meeting can hear each other; provided that at least one half of all participating managers either attend such meeting in person in Luxembourg or participate using communications equipment which is physically located in Luxembourg. Participation in such a meeting by conference telephone or similar communications equipment shall constitute attendance and presence in person at such meeting and corresponding votes shall be taken into account.

8.5.5 Circular resolutions signed by all the managers (Managers' Circular Resolutions) shall be valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and shall bear the date of the last signature.

8.6 Voting

8.6.1 Subject to article 8.6.4, each manager shall have one vote with respect to each matter voted upon by the Board.

8.6.2 The Board shall take any decision at a meeting by the affirmative vote or consent of (i) a majority of those managers present or represented and voting, and (ii) three (3) Class A Managers, one (1) Class B Manager and one (1) Class L Manager.

8.6.3 Any manager shall be entitled to appoint another manager as his proxy (by notice in writing to the Board prior to the applicable meeting of the Board) who will be entitled in the absence of his appointor to do all the things which his appointor is authorised or empowered to do and with the same number of votes as his appointor. A manager who is also a proxy shall be entitled, in the absence of his appointor (i) to a separate vote(s) on behalf of his appointor in addition to his own vote(s) and (ii) to be counted as part of the quorum of the Board on his own account and in respect of the manager for whom he is the proxy. To the extent permitted under applicable law or the Articles, any manager may represent one or more manager as their proxy.

8.7 Observers

8.7.1 The Board shall, in accordance with a Shareholders Agreement, allow observer(s) who may attend, but may not participate or vote at, all meetings of the Board (either in person or by telephone) (an Observer).

8.7.2 Each Observer shall have the right to receive the agenda and all papers sent to the Board for Board meetings at the same time as the managers, subject to the same confidentiality obligations applicable to the managers.

8.8 Board approval matters

8.8.1 Any of the following Board Approval Matters submitted to a meeting of the Board shall be validly passed only with:

(a) the relevant Shareholder majority under the 1915 Law in favour of such resolution for only those Board Approval Matters which may require Shareholder approval under applicable mandatory law, being items 4, 5, 8, 10 and 17; and

(b) the prior approval of the Board in accordance with article 8.6.2; provided that, in case of failure of the Board to agree on the annual budget, the business will continue to be run in accordance with the business plan annexed to the Shareholders' Agreement:

1. Approval of final acquisitions terms, conditions and documentation
2. Initial business plan, including capital structure
3. Initial investment criteria
4. Initial corporate governance, organization, and shareholder documents of the Company
5. Appointment of the Company's and subsidiaries' auditors
6. Modifications to the investment criteria
7. Annual business plan and budget at a consolidated level and for each material operating subsidiary
8. Changes in the Company's corporate governance, organization, and shareholder documents
9. Appointment or removal of the Company's or any of its subsidiaries' auditors
10. New capital issuances of the Company or any of its subsidiaries
11. Dividend policy of the Company or any of its subsidiaries
12. Creation or modifications of any distribution joint venture
13. Agreement with founding partners or Shareholders and the Company or any of its subsidiaries
14. Conclusion, modification and termination of employment agreements for the CEO, COO, and CFO of the Company
15. Acquisition or sale of brands, assets, businesses or subsidiaries other than in accordance with the business plan or the budget, by the Company or any of its subsidiaries
16. Capital expenditures other than in accordance with the consolidated business plan or the consolidated budget above USD 50,000
17. Approval of the consolidated and statutory annual accounts
18. Any new (or modification of) borrowing, loans, or other indebtedness or granting of securities other than in accordance with the business plan or the budget above USD 50,000
19. Appointment and dismissal of the Chairman of the Board of the Company
20. Appointment and dismissal of the accounting firm

8.9 Representation

(i) The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of any Class A Manager and any Class B Manager.

(ii) The Company shall also be bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated by the Board.

8.10 Liability of the managers

The managers shall not be held personally liable by reason of their office for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

Shareholders

9. General meetings of shareholders and shareholders' written resolutions.

9.1 Powers and voting rights

9.1.1 Unless resolutions are taken in accordance with article 9.1.2, resolutions of the Shareholders shall be adopted at General Meeting.

9.1.2 If the number of Shareholders of the Company does not exceed twentyfive (25), resolutions of the Shareholders may be adopted in writing (Written Shareholders' Resolutions).

9.1.3 Each Share entitles the holder to one (1) vote.

9.2 Notices, quorum, majority and voting procedures

9.2.1 A General Meeting may be convened in accordance with the Law by the Board and the Board shall convene a General Meeting upon proposal or request of one or more holders of Shares who or which together hold ten percent (10%) or more of the Shares (a Material Shareholder), and who or which have requested so to the Board in writing with an indication of the agenda. The convening notice for any General Meeting shall be sent to each holder of Shares at least eight (8) days prior to the date scheduled for such General Meeting and shall specify the agenda, location, date and time of the General Meeting; provided that if the holders of all Shares are present or represented at a General Meeting and acknowledge in writing that they have been informed of the agenda of the General Meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

9.2.2 To the extent that the Law or the Articles do not require a different quorum (such as with respect to an amendment to the Articles or otherwise), all resolutions of the holders of Shares shall be adopted in a meeting (the First Shareholder Meeting) where fifty percent (50%) or more of the Shares then outstanding and held by Shareholders are present or represented. If within thirty (30) minutes following the time appointed for the First Shareholder Meeting a quorum is not present,

or if during the First Shareholder Meeting a quorum ceases to be present, the First Shareholder Meeting shall be adjourned to the day which occurs no earlier than five (5) Business Days following the originally scheduled date of the First Shareholder Meeting (or if that is not a Business Day to the next Business Day thereafter) at the same time and place (the Second Shareholder Meeting), and a written notice of the same shall be circulated by the Chairman of the Board to the Shareholders within twenty four (24) hours of the adjournment. The quorum at such Second Shareholder Meeting shall exist where twenty five (25%) or more of the Shares then outstanding and held by Shareholders are present or represented and such Second Shareholder Meeting shall not validly resolve on any matter which was not identified on the agenda of the First Shareholder Meeting in the original notice circulated to the Shareholders. If, within thirty (30) minutes following the time appointed for the Second Shareholder Meeting, a quorum is not present, or if during the Second Shareholder Meeting a quorum ceases to be present, the Second Shareholder Meeting shall be adjourned to the day which occurs no earlier than ten (10) Business Days following the originally scheduled date of the First Shareholder Meeting (or if that is not a Business Day to the next Business Day thereafter) at the same time and place (the Third Shareholder Meeting), and a written notice of the same shall be circulated by the Chairman of the Board to the Shareholders within twenty four (24) hours of the adjournment. At the Third Shareholder Meeting, the holders of the Shares present or represented at any given time during such Meeting shall form a quorum and such Third Shareholder Meeting shall not validly resolve on any matter which was not identified on the agenda of the First Shareholder Meeting in the original notice circulated to the relevant Shareholders.

9.2.3 All General Meetings shall be held at the registered office or at such other place within Luxembourg as shall be specified or fixed in the notices or waivers of notice thereof. The Shareholders may participate in any such General Meeting by means of conference telephone or similar communications equipment pursuant to article 9.2.12.

9.2.4 When resolutions are to be adopted in writing, the Board shall send the text of such resolutions to all the shareholders. The Shareholders shall vote in writing and return their vote to the Company within the timeline fixed by the Board. Each manager shall be entitled to count the votes.

9.2.5 A Shareholder may grant written power of attorney to another person (who need not be a Shareholder), in order to be represented at any General Meeting.

9.2.6 All General Meetings shall be presided over by a chairman, who shall be the Chairman (or a representative thereof). The chairman of any General Meeting shall determine the order of business and the procedure at the General Meeting, including such regulation of the manner of voting and the conduct of discussion as seem to him or her to be in order.

9.2.7 Notwithstanding anything to the contrary in the Law, resolutions at a validly convened General Meeting approved by a simple majority of the votes cast by the holders of the Shares shall be deemed adopted by such General Meeting unless otherwise required pursuant to the provisions of any Shareholders' Agreement.

9.2.8 For any matter to be voted on by the holders of Shares, each such holder may cast one vote for each Share held.

9.2.9 The Articles may only be amended with the consent of a majority (in number) of Shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

9.2.10 Any change in the nationality of the Company shall require the unanimous consent of the Shareholders.

9.2.11 Written Shareholders' Resolutions are passed with the unanimous consent of all Shareholders and shall bear the date of the last signature received prior to the expiry of the timeline fixed by the Board, to the extent applicable.

9.2.12 The Shareholders may participate in and hold a General Meeting using a conference telephone or similar communications equipment by means of which all persons participating in the General Meeting can hear each other. The Shareholders holding at least one half of all votes represented at such General Meeting shall either attend such General Meeting in person in Luxembourg or participate using communications equipment which is physically located in Luxembourg for the General Meeting to be valid. Participation in such a meeting shall constitute attendance and presence in person at such meeting.

10. Sole shareholder.

10.1 When the number of Shareholders is reduced to one (1):

10.1.1 the sole shareholder shall exercise all powers granted by the Law to the General Meeting;

10.1.2 any reference in the Articles to the Shareholders, the General Meeting, or the Written Shareholders' Resolutions is to be read as a reference to the sole Shareholder or the sole Shareholder's resolutions, as appropriate; and

10.1.3 the resolutions of the sole Shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing.

Annual Accounts - Allocation of Profits - Distributions - Supervision

11. Financial year and approval of annual accounts.

11.1 The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

11.2 Each year, the Board must prepare the balance sheet and profit and loss accounts, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts owed by its managers and Shareholders to the Company.

11.3 Any Shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.

11.4 The balance sheet and profit and loss accounts must be approved in the following manner:

(a) if the number of Shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), within six (6) months following the end of the relevant financial year either

(a) at the annual General Meeting (if held) or (b) by way of Written Shareholders' Resolutions; or

(b) if the number of Shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), at the annual General Meeting.

11.5 If the number of Shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), the annual General Meeting shall be held at the registered office or at any other place within the municipality of the registered office, as specified in the notice, on the second Monday of May of each year at 10.00 a.m.. If that day is not a Business Day in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the following Business Day.

12. Auditors.

12.1 When so required by law, the Company's operations shall be supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The Shareholders shall appoint the approved external auditors, if any, and determine their number and remuneration and the term of their office.

12.2 If the number of Shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), the Company's operations shall be supervised by one or more commissaires (statutory auditors), unless the law requires the appointment of one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The commissaires are subject to re-appointment at the annual General Meeting. They may or may not be Shareholders.

12.3 The Board may choose to appoint one or more commissaires (statutory auditors) or one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés) when such appointments are not required by law.

13. Allocation of profits.

13.1 Five per cent (5%) of the Company's annual net profits must be allocated to the reserve required by law (the Legal Reserve). This requirement ceases when the Legal Reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

13.2 Interim dividends may be distributed at any time, subject to the following conditions:

(a) the Board must draw up interim accounts;

(b) the interim accounts must show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the Legal Reserve;

(c) within two (2) months of the date of the interim accounts, the Board must resolve to distribute the interim dividends; and

(d) taking into account the assets of the Company, the rights of the Company's creditors must not be threatened by the distribution of an interim dividend.

If the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the Board has the right to claim the reimbursement of dividends not corresponding to profits actually earned and the shareholders must immediately refund the excess to the Company if so required by the Board.

14. Distributions.

14.1 All Distributions shall be allocated among the Shareholders in the following order of priority, such payment waterfall only applying to Shares Outstanding at the date of distribution:

14.1.1 First on all Class A, Class B and Class C Shares, pro rata to the Capital Contributions, irrespective of whether such capital was contributed as Share capital or including an additional amount payable under article 5.4, until the cumulative distributions made on those Shares are equal to the Capital Contribution;

14.1.2 Second, on the Class A, Class B and Class C Shares, pro rata to the Capital Contribution, until cumulative distributions made on those Shares (other than the Distributions under 14.1.1 above) are equal to the Preferred Return (as defined in article 14.2); (the Preferred Return and Distributions under 14.1.1 above being the Threshold Amount);

14.1.3 Third, on all Class C Shares pro rata to their Capital Contribution, up to 20% of the Distributions (made pursuant to article 14.1.2 above) on the Class A Shares; and

14.1.4 Thereafter, Distributions, shall be paid out as follows:

(a) on the Class B and Class C Shares pro rata their Capital Contribution expressed as a percentage of the total amount distributable, minus those sums already distributed to them under articles 14.1.1 and 14.1.2 above;

(b) the residual amount to which the Class A Shares are entitled pro rata to the total Capital Contribution, allocated as follows:

(i) 80% on the Class A Shares; and

(ii) 20% on the Class C Shares and payments on the Class C Shares under article 14.1.3 and 14.1.4(b)(ii) above shall constitute the SPI.

14.2 Preferred Return Defined. A Preferred Return means:

(a) in respect of the period commencing on the Closing Date and ending on 31 December 2016, an amount equal to the sum of:

(i) USD 1,200,000, being the amount which is eight percent (8%) of USD 15,000,000, being the share capital at Closing, divided by 365, multiplied by the number of days during which that was the share capital of the Company; plus

(ii) the amount which is eight percent (8%) of the share capital of the Company following any subsequent increases or decreases of the share capital of the Company divided in each case by 365, multiplied in each such case by the number of days during which such amount of amended share capital was the share capital of the Company;

(b) for any subsequent calendar year period, an amount equal to the sum of:

(i) the amount which is eight percent (8%) of the share capital of the Company as at 1 January, divided by 365, multiplied by the number of days during which that was the share capital of the Company; plus

(ii) the amount which is eight percent (8%) of the share capital of the Company following any subsequent increases or decreases of the share capital of the Company during such calendar year divided in each case by 365, multiplied in each such case by the number of days during which such amount of amended share capital was the share capital of the Company,

and in performing the calculations, the eight percent (8%) on share capital shall be compounded provided that (i) such amount has been outstanding for at least one year and (ii) the Company agrees annually in writing to such compounding.

Dissolution - Liquidation

15. Dissolution - Liquidation.

15.1 The Company may be dissolved at any time by a resolution of the Shareholders adopted with the consent of a majority (in number) of Shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The Shareholders shall appoint one or more liquidators, who need not be Shareholders, to carry out the liquidation, and shall determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the Shareholders, the liquidators shall have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

15.2 The surplus (if any) after realisation of the assets and payment of the liabilities shall be distributed to the Shareholders in accordance with article 14.

General Provisions

16. General Provisions.

16.1 Notices and communications may be made or waived, Managers' Circular Resolutions and Written Shareholders Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, e-mail or any other means of electronic communication.

16.2 Powers of attorney may be granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

16.3 Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference or the Written Shareholders' Resolutions, as the case may be, may appear on one original or several counterparts of the same document, all of which taken together shall constitute one and the same document.

16.4 All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any Shareholders Agreement.

17. Definitions.

Acquisition	Shall mean the acquisition of full or substantive interests in branded spirits companies.
Adhering Shareholder	shall have the meaning ascribed to it in Art. 6.5.1(c).
Affiliate	means, in relation to any person (including, without limitation, a person which is a unit trust, investment trust, corporation, limited liability company, limited partnership or general partnership (but excluding any person who is an individual)): <ul style="list-style-type: none"> (a) any other person (i) Controlled by such first person or any other Affiliate thereof, (ii) who or which Controls such first person or any other Affiliate thereof, or (iii) with which such first person or any other Affiliate thereof is under the common Control of another; (b) any other fund or company (including, without limitation, any unit trust, investment trust, corporation, limited liability company, limited partnership or general partnership) which is advised by, or the assets of which are managed or advised (whether solely or jointly with others) from time to time by, that person (or a group undertaking for the time being of that person) or any other Affiliate thereof; (c) any other fund or company (including, without limitation, any unit trust, investment trust, corporation, limited liability company, limited partnership or general partnership) of which that person (or a group undertaking for the time being of that person) or any other Affiliate thereof, or a general partner, trustee, nominee, or adviser of that person (or of a group undertaking for the time being of that person) or any other Affiliate thereof, is a general partner, trustee, nominee, manager or adviser; and

	(d) any other fund or company (including, without limitation, any unit trust, investment trust, corporation, limited liability company, limited partnership or general partnership) which is (or whose direct or indirect controlling parent fund or company is) advised by, or the assets of which are managed (whether solely or jointly with others) from time to time by, a general partner, trustee, nominee, manager or adviser of that person (or of a group undertaking for the time being of that person) or any other Affiliate thereof.
Articles	shall have the meaning ascribed to it in Art. 1.
Board	shall have the meaning ascribed to it in Art. 2.2
Business Day	shall mean any day, other than Saturday, Sunday or legal holiday, on which banking institutions in the Grand Duchy of Luxembourg, Paris and New-York are ordinarily open for business; provided that if any time period for giving notice or taking action hereunder expires on a day which is not a Business Day, the time period shall automatically be extended to the first Business Day following such day.
Capital Contribution	shall mean the total paid in capital as reflected on the shareholders' equity section of the Company's most recent balance sheet, or shown alongside the balance sheet entry for additional paid in capital.
Chairman	shall have the meaning ascribed to it in Art. 8.4
Change in Control	means if any of the following occur: (a) the Company sells all or substantially all of its assets (in a transaction requiring shareholder approval), or (b) any Transfer resulting in a new Class A Shareholder or group of Class A Shareholders who Act in Concert owning a majority of the Class A Shares (whether by way of purchase of stock, merger or otherwise), or (c) any transaction that qualifies as a liquidation, dissolution, or winding up the Company (including without limitation a bankruptcy or similar situation including the Company).
Class	shall have the meaning ascribed to it in Art. 5.1
Class A Manager(s)	shall have the meaning ascribed to it in Art. 8.1.1
Class B Manager(s)	shall have the meaning ascribed to it in Art. 8.1.1
Class L Manager(s)	shall have the meaning ascribed to it in Art. 8.1.3
Class A Shareholder(s)	shall mean the holder(s) of the Class A Shares.
Class B Shareholder(s)	shall mean the holder(s) of the Class B Shares.
Class C Shareholder(s)	shall mean the holder(s) of the Class C Shares.
Class A Shares	shall have the meaning ascribed to it in Art. 5.1
Class B Shares	shall have the meaning ascribed to it in Art. 5.1
Class C Shares	shall have the meaning ascribed to it in Art. 5.1
Closing Date	Shall mean the date on which the Notarial Deed is passed by the Luxembourg Notary.
Company	shall have the meaning ascribed to it in Art. 1.
Control (including the terms Controlled and Controlling)	(a) in the case of a body corporate, the right to exercise more than fifty percent (50%) of the votes exercisable at any meeting of that body corporate, or the right to appoint more than half of its directors; (b) in the case of a partnership or limited partnership, the right to exercise more than fifty percent (50%) of the votes exercisable at any meeting of partners of that partnership or limited partnership (and in the case of a limited partnership, of each of its general partners); (c) in the case of a fund, account or investment portfolio, the right to be the manager or adviser of that fund, account or investment portfolio (as applicable); and (d) in the case of any person, (i) the power (whether by way of ownership of shares, proxy, contract, agency or otherwise) to: (A) cast, or control the casting of, more than one-half of the maximum number of votes that might be cast at a general or other meeting of such person; or (B) appoint or remove all, or the majority, of the directors or other equivalent officers of such person; or (C) give directions with respect to the operating and financial policies of such person which the directors or other equivalent officers of such person are obliged to comply with; or (ii) being the general partner and/or managing member and/or fund manager of such person, and references to any person obtaining or maintaining Control shall include circumstances where two or more persons Acting in Concert obtain or maintain Control (and Controlled or Controlling shall be construed accordingly); in each case, whether by virtue of provisions contained in its memorandum or articles of association or, as the case may be, certificate of incorporation or by laws, statutes or other constitutional documents or any contract or arrangement with any other persons.
Different Class Other Shareholders	shall have the meaning ascribed to it in Art 6.7.1 (b)

Distribution	shall mean any distribution by the Company to the Shareholders whether as a result of dividends, recapitalization, whole or partial liquidation and whether in cash or property.
Family Member	shall mean a member of a person's immediate family, being a spouse, parent, child or sibling.
First Meeting	shall have the meaning ascribed to it in Art. 8.5.2
First Shareholder Meeting	shall have the meaning ascribed to it in Art. 9.2.2
Founders' Class L Managers	shall have the meaning ascribed to it in Art. 8.1.2
General Meeting	shall have the meaning ascribed to it in Art. 5.3
IPO	means a process for an initial public offering of the Shares in the Company to be led by a financial institution of suitable reputation which results in a valuation of no less than a multiple of 1.4x Capital Contribution.
Investors' Class L Managers	shall have the meaning ascribed to it in Art. 8.1.3
Law	shall have the meaning ascribed to it in Art. 1.
Legal Reserve	shall have the meaning ascribed to it in Art. 13.1
Liquidity Event	means a Sale or an IPO.
Material Shareholder	shall have the meaning ascribed to it in Art. 9.2.1
Managers' Circular Resolutions	shall have the meaning ascribed to it in Art. 8.5.5
Notarial Deed	shall mean the date of execution of the notarial deed amending the articles of association for the first time since the incorporation of the Company.
Observer	shall have the meaning ascribed to it in Art. 8.7
Offer	shall mean that the Selling Shareholder will give to each Other Shareholder(s) a written description of the Subject Shares, the name of the proposed purchaser, the good faith third party offer purchase price and payment terms and other terms offered by the proposed purchaser.
Other Shareholders	shall mean the Shareholders without the Selling Shareholder
Outstanding	means, with respect to any Shares, the number of such Shares outstanding at the time of such determination.
Preferred Return	shall have the meaning ascribed to it in Art. 14.2
Pre-emptive Shares	shall have the meaning ascribed to it in Art. 5.6
Pre-emptive Right	shall have the meaning ascribed to it in Art. 5.6
Pre-emptive Notice	shall have the meaning ascribed to it in Art. 5.7
Pro Rata Percentage	means, with respect to any Shareholder as of any date of determination, a percentage equal to (i) a fraction, (x) the numerator of which shall equal the number of Shares held by such Shareholder as of such date of determination, and (y) the denominator of which shall equal the aggregate number of Shares issued and Outstanding as of such date of determination, multiplied by (ii) 100.
Sale	means the sale, transfer or other disposition of the Company, in a single transaction or series of transactions to an independent third party or affiliated group of independent third parties pursuant to which such party or parties acquire all of the Shares in the Company (whether by merger, consolidation or plan of reorganization);
Second Meeting	shall have the meaning ascribed to it in Art. 8.5.2
Second Shareholder Meeting	shall have the meaning ascribed to it in Art. 9.2.2
Related Party Transfer	shall have the meaning ascribed to it in Art 6.4.1 (d)
Selling Shareholder	shall have the meaning ascribed to it in Art 6.7
Same Class Shareholders	shall have the meaning ascribed to it in Art 6.7.1
Subject Shares	shall have the meaning ascribed to it in Art 6.7
Share(s)	shall have the meaning ascribed to it in Art. 5.1
Shareholder(s)	shall mean the holder(s) of either (i) Class A Shares, (ii) Class B Shares and/or (iii) Class C Shares.
Shareholders Agreements	shall mean any agreement in relation to the Company entered into between the Shareholders and as amended from time to time.

SPI	means the specific special economic interests of the Class C Shares, including Distributions to which they are entitled as described in 14.1.3 and 14.1.4(b)(ii)
Third Meeting	shall have the meaning ascribed to it in Art. 8.5.2
Third Shareholder Meeting	shall have the meaning ascribed to it in Art. 9.2.2
Transfere	shall mean in relation to a Share: (i) to sell, assign, transfer or otherwise dispose of such Share (including through contribution, merger, spin-off, exchange); (ii) foreclosure derived from an Encumbrance; (iii) to direct (by way of renunciation or otherwise) that another person should, or assign any right to, receive such Share; (iv) to enter into any agreement in respect of the votes or any other rights attached to such Share other than by way of proxy for a particular shareholder meeting; or (v) to agree, whether or not subject to any condition precedent or subsequent, to do any of the foregoing, whether directly or indirectly, whether with or without consideration and whether voluntarily or involuntarily or by operation of law; provided further that Transferred, Transferor and Transferee shall be construed accordingly;
Written Shareholders' Resolutions	shall have the meaning ascribed to it in Art. 9.1.2

Seventh resolution

The Shareholders resolve to amend the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company, acting under his/her sole signature, with full power of substitution, to proceed, on behalf of the Company, with the registration of (i) the creation of the new classes of shares; (ii) the reclassification of the existing shares and (iii) the issuance and subscription to the newly issued shares in the register of shareholders of the Company and to see to any related formalities (including for the avoidance of any doubt the filing and publication of documents with the relevant Luxembourg authorities).

Eighth resolution

The shareholders acknowledge the resignation of Mr. Juan Rovira Esteve as class A manager of the Company and of Mrs. Aurore Guerini as class B manager of the Company, effective as of the date hereof.

The Shareholders resolve to approve (i) the reclassification of the class A managers of the Company into class B managers and of the class B managers into class L managers and (ii) the appointment for an unlimited term of the following class A managers, class B managers and class L managers:

- Class A Managers:

(i) Nicolas Sobczak, born on 30 March 1968, in Strasbourg, France, and having his address at 6, Villa Bosquet 75007 Paris, France;

(ii) SNI International Holdings S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) company incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 37A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 186518 having a share capital of EUR 1,500,000;

(iii) Annette Franqui, born in Cuernavaca, Mexico, on 21 March 1932, having her professional address at 1450 Brickell Ave. Suite 2530, Miami, FL 33131, United States of America; and

(iv) MJLD, a société par actions simplifiée incorporated under the laws of France, with registered office at 16, Avenue Robert Schuman, 75007, Paris, France registered with the registre du commerce et des sociétés de Paris under number 517.959.144.

- Class B Manager:

(i) Pierre Minchin, financial consultant, born on 5 August 1951 in Chatou, France, having his professional address at 49, rue Frédéric Clément, 92380 Garches, France.

- Class L Managers:

(i) Sabine De Coen, born in Uccle, Belgium, on 30 July 1974, having her professional address at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg;

(ii) Christophe Davezac, born on 14 February 1964, in Cahors, France, and having his professional address at 5 rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg;

(ii) Karl Pardaens, born in Charleroi, Belgium, on 11 August 1975, having his professional address at 2, Place Winston Churchill | L-1340 Luxembourg;

(iii) Pietro Longo, born in Luxembourg, Luxembourg, on 13 September 1970, having his professional address at 4, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg; and

(iv) Josephus van Kaam, born in Roosendaal, the Netherlands, on 17 March 1939, having his professional address at 15 rue de Muhlenbach, L-2168 Luxembourg.

As a consequence of the above, the board of managers shall be composed as follows:

(iv) four (4) class A managers, being Nicolas Sobczak, SNI International Holdings S.à r.l., Annette Franqui and MJLD;

(v) two (2) class B managers, being Luis Bach Terricabras and Pierre Minchin; and

(vi) six (6) class L managers, being Sabine De Coen, Paul Rostkowski, Christophe Davezac, Karl Pardaens, Pietro Longo and Josephus van Kaam.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version, and at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder of the appearing party signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille seize, le trentième jour du mois de mars,

par devant le soussigné, Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des associés de Samson & Surrey Holdings Luxembourg S.à r.l, une société à responsabilité limitée régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est établi au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, disposant d'un capital social de vingt mille dollars américains (USD 20.000), immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 203570 (la Société).

La Société a été constituée suivant un acte de Maître Blanche Moutrier, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, le 4 janvier 2016, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. Les statuts de la Société (les Statuts) n'ont pas été modifiés depuis la constitution.

ONT COMPARU:

1. Luis Bach Terricabras, administrateur, né le 20 décembre 1955 à Barcelone (Espagne), avec adresse professionnelle à Santissima Trinitat del Mont 15- 21, 08017 Barcelone, Espagne (l'Associé 1),

ici représenté par Luis A. Aguerre Enríquez, Doctor en Derecho, avec adresse professionnelle au 18-20, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

2. Juan Rovira Esteve, économiste, né le 6 Septembre 1971 à Barcelone (Espagne), avec adresse professionnelle au 10301 SW58 CT, FL 33156 Pinecrest, Floride, États-Unis d'Amérique (l'Associé 2),

ici représenté par Luis A. Aguerre Enríquez, susmentionné, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

3. Pierre Minchin, consultant financier, né le 5 août 1951 à Chatou (France), avec adresse professionnelle au 49, rue Frédéric Clément, 92380 Garches, France (l'Associé 3 et avec l'Associé 1 et l'Associé 2, les Associés),

ici représenté par Luis A. Aguerre Enríquez, susmentionné, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Après avoir été signées ne varietur par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, lesdites procurations resteront annexées au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

Les Associés, représentés comme indiqué ci-dessus, ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Les Associés détiennent toutes les parts sociales dans le capital social de la Société.

II. L'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. renonciation aux formalités de convocation;

2. décision de modifier l'article 4 des statuts de la Société afin de limiter la durée de la Société à une période débutant à la date de sa constitution (à savoir le 4 janvier 2016) et s'achevant le 30 mars 2026;

3. décision de réduire la valeur nominale des parts sociales de la Société de cent dollars américains (USD 100) chacune à un dollar américain (USD 1) chacune et de diviser chacune des parts sociales existantes d'une valeur nominale de cent dollars américains (USD 100) en cent parts sociales d'une valeur nominale de un dollar américain (USD 1) chacune;

4. création de trois nouvelles classes de parts sociales, à savoir les parts sociales de classe A, les parts sociales de classe B et les parts sociales de classe C d'une valeur nominale de un dollar américain (USD 1) chacune et disposant des droits et obligations précisés dans les statuts de la Société et conversion des vingt mille (20.000) parts sociales de la Société existantes en parts sociales de classe B;

5. augmentation du capital social de la Société d'un montant de quatorze millions neuf cent quatre-vingt mille dollars américains (USD 14.980.000) afin de porter le capital social de son montant actuel de vingt mille dollars américains (USD 20.000) à quinze millions de dollars américains (USD 15.000.000), par voie de l'émission de (i) treize millions cinq cent mille (13.500.000) parts sociales de classe A, (ii) un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales de classe B, et (iii) deux cent trente mille (230.000) parts sociales de classe C ayant une valeur nominale de un dollar américain (USD 1) chacune;

6. modification et reformulation complète des statuts de la Société;

7. modification du registre des associés de la Société afin de refléter les changements ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société, agissant sous sa seule signature, avec plein pouvoir de substitution, pour procéder, pour le compte de la Société, à l'enregistrement (i) de la division et du changement de valeur nominale des parts sociales existantes, (ii) de la création des nouvelles classes de parts sociales et de la conversion des parts sociales existantes en parts sociales de classe B, et (iii) de l'émission et de la souscription des parts sociales nouvellement émises au sein du registre des associés de la Société et d'accomplir toute formalité connexe (y compris notamment, l'enregistrement et la publication de documents auprès des autorités luxembourgeoises compétentes);

8. approbation (i) de la requalification des gérants de classe A de la Société en gérants de classe B et des gérants de classe B en gérants de classe L et (ii) de la nomination de gérants de classe A et de gérants de classe L de sorte que le conseil de gérance soit désormais composé de la manière suivante:

- (i) quatre (4) gérants de classe A;
- (ii) deux (2) gérants de classe B; et
- (iii) six (6) gérants de classe L.

9. Divers.

III. Que les Associés ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'intégralité du capital social étant présente ou représentée à l'Assemblée, les Associés décident de renoncer aux formalités de convocation, les Associés se considérant comme valablement convoqués et déclarant avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué en avance.

Deuxième résolution

Les Associés décident de modifier l'article 4 des Statuts relatif à la durée de la Société, et de limiter celle-ci d'une durée indéterminée à une durée de dix (10) ans.

Troisième résolution

Les Associés décident de réduire la valeur nominale des parts sociales de la Société de cent dollars américains (USD 100) chacune à un dollar américain (USD 1) chacune, et de diviser chacune des parts sociales existantes d'une valeur nominale de cent dollars américains (USD 100) en cent parts sociales d'une valeur nominale de un dollar américain (USD 1) chacune, sans réduire le capital social de la Société.

Quatrième résolution

Les Associés décident (i) de créer trois nouvelles classes de parts sociales à savoir les parts sociales de classe A (ensemble les Parts Sociales de Classe A et individuellement, une Part Sociale de Classe A), les Parts Sociales de Classe B (collectivement les Parts Sociales de Classe B, et individuellement, une Part Sociale de Classe B) et les parts sociales de classe C (collectivement les Parts Sociales de Classe C, et individuellement, une Part Sociale de Classe C) d'une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1) chacune et disposant des droits et obligations définis dans les Statuts tels que refondus à la sixième résolution et (ii) de convertir les vingt (20.000) parts sociales de la Société existantes en parts sociales de classe B. En conséquence, les vingt mille (20.000) parts sociales existantes sont désormais détenues de la manière suivante:

- Luis Bach Terricabras détient quinze mille (15.000) Parts Sociales de Classe B;
- Juan Rovira Esteve détient quatre mille (4.000) Parts Sociales de Classe B; et
- Pierre Minchin détient mille (1.000) Parts Sociales de Classe B.

Les Associés décident en outre de prendre acte du fait qu'en conséquence de la conversion qui précède, le capital social de la Société, fixé à vingt mille dollars américains (USD 20.000), est désormais représenté par vingt mille (20.000) Parts Sociales de Classe B d'une valeur nominale de un dollar américain (USD 1) chacune.

Cinquième résolution

Les Associés décident d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de quatorze millions neuf cent quatre-vingt mille dollars américains (USD 14.980.000) afin de porter le capital social de son montant actuel de vingt mille dollars américains (USD 20.000) à quinze millions de dollars américains (USD 15.000.000), par voie de l'émission de (i) treize millions cinq cent mille (13.500.000) parts sociales de classe A, (ii) un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales de classe B, et (iii) deux cent trente mille (230.000) parts sociales de classe C ayant une valeur nominale de un dollar américain (USD 1) chacune.

Souscription - Libération

1. Luis Bach Terricabras, représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à:

- (i) Trois cent quarante-neuf mille quatre cents (349.400) Parts Sociales de Classe B; et
- (ii) Cinquante-quatre mille cinq cents (54.500) Parts Sociales de Classe C,

ayant chaque fois une valeur nominale de un dollar américain (USD 1) chacune, et les libère intégralement par voie (i) d'un apport en numéraire d'un montant total de trois cent quatre-vingt-huit mille trois cent quarante-sept dollars américains (USD 388.347) et (ii) d'un apport en nature se composant d'une créance que l'Associé 1 détient envers la Société d'un montant de quinze mille cinq cent cinquante-trois dollars américains (USD 15.553) (l'Apport en Nature 1) devant être affecté au compte de capital social de la Société.

L'estimation de l'Apport en Nature 1 est démontrée par, inter alia, un certificat émis à la date du 21 mars 2016 par l'Associé 1 qui est reconnu et approuvé par la gérance de la Société, qui, après signature ne varietur par le mandataire des Associés et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour le besoin de l'enregistrement.

2. Juan Rovira Esteve, représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à:

- (i) Cent soixante-six mille (166.000) Parts Sociales de Classe B; et
- (ii) Soixante-et-un mille sept cents (61.700) Parts Sociales de Classe C,

ayant chaque fois une valeur nominale de un dollar américain (USD 1) chacune, et les libère intégralement par voie (i) d'un apport en numéraire d'un montant total de deux cent un mille dollars américains (USD 201.000) et (ii) d'un apport en nature se composant d'une créance que l'Associé 2 détient envers la Société d'un montant de vingt-six mille sept cents dollars américains (USD 26.700) (l'Apport en Nature 2) devant être affecté au compte de capital social de la Société.

L'estimation de l'Apport en Nature 2 est démontrée par, inter alia, un certificat émis à la date du 24 mars 2016 par l'Associé 2 qui est reconnu et approuvé par la gérance de la Société, qui, après signature ne varietur par le mandataire des Associés et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour le besoin de l'enregistrement.

3. Pierre Minchin, représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à:

- (i) Cinquante-deux mille (52.000) Parts Sociales de Classe B; et
- (ii) Onze mille deux cents (11.200) Parts Sociales de Classe C.

ayant chaque fois une valeur nominale de un dollar américain (USD 1) chacune, et les libère intégralement par voie d'un apport en numéraire d'un montant total de soixante-trois mille deux cents dollars américains (USD 63.200) à allouer au compte de capital social de la Société.

4. Iridium Investments Limited Two Limited, une société à responsabilité limitée (limited liability company) constituée en vertu des lois des Îles Vierges Britanniques (IVB), dont le siège social se situe au 2^{ème} étage, Abbott Building, 87 Main Street, Waterfront Drive, PO Box 3169, Road Town, Tortola, VG1110, Îles Vierges Britanniques, immatriculée auprès du registre des affaires sociales (Registry of Corporate Affairs) - Îles Vierges Britanniques, sous le numéro 1042986 (l'Associé 4),

ici représenté par Luis A. Aguerre Enríquez, susmentionné, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé, ladite procuration, qui après signature ne varietur par la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour le besoin de l'enregistrement,

déclare souscrire à:

- (i) Six cent quatre-vingt-deux mille six cents (682.600) Parts Sociales de Classe B; et
- (ii) Cent deux mille six cents (102.600) Parts Sociales de Classe C.

ayant chaque fois une valeur nominale de un dollar américain (USD 1) chacune, et les libère intégralement par voie (i) d'un apport en numéraire d'un montant total de sept cent soixante-deux mille cinq cent cinquante dollars américains (USD 762.550) à allouer au compte de capital social de la Société et (ii) d'un apport en nature se composant d'une créance que l'Associé 4 détient envers la Société d'un montant de vingt-deux mille six cent cinquante dollars américains (USD 22.650) (l'Apport en Nature 3) devant être affecté au compte de capital social de la Société.

L'estimation de l'Apport en Nature 3 est démontrée par, inter alia, un certificat émis à la date du 22 mars 2016 par l'Associé 4 qui est reconnu et approuvé par la gérance de la Société, qui, après signature ne varietur par le mandataire des Associés et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour le besoin de l'enregistrement.

5. SNI International Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social se situe au 37A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 186518, disposant d'un capital social s'élevant à EUR 1.500.000 (l'Associé 5),

ici représenté par Valery Beuken, né le 14 juin 19777 à Verviers, Belgique et résidant au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé, ladite procuration, qui après signature ne varietur par la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour le besoin de l'enregistrement,

déclare souscrire à cent cinquante mille (150.000) Parts Sociales de Classe A d'une valeur nominale de un dollar américain (USD 1) chacune, et les libère intégralement par voie d'un apport en nature se composant d'une créance que l'Associé

5 détient envers la Société d'un montant de cent cinquante mille dollars américains (USD 150.000) devant être affecté au compte de capital social de la Société (l'Apport en Nature 4).

L'estimation de l'Apport en Nature 4 est démontrée par, inter alia, un certificat émis à la date du 22 mars 2016 par l'Associé 5 qui est reconnu et approuvé par la gérance de la Société, qui, après signature ne varietur par le mandataire des Associés et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour le besoin de l'enregistrement.

6. Guisando B.V., une société à responsabilité limitée constituée en vertu des lois néerlandaises, dont le siège social se situe à De Boelelaan 7, 1083HJ, Amsterdam, les Pays-Bas, immatriculée auprès du registre de commerce néerlandais, sous le numéro 6168402 (l'Associé 6),

ici représenté par Luis A. Aguerre Enríquez, susmentionné, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé, ladite procuration, qui après signature ne varietur par la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour le besoin de l'enregistrement,

déclare souscrire à quatre millions quatre cent cinquante mille (4.450.000) Parts Sociales de Classe A d'une valeur nominale de un dollar américain (USD 1) chacune, et les libère intégralement par voie (i) d'un apport en numéraire d'un montant total de quatre millions trois cent mille dollars américains (USD 4.300.000) à allouer au compte de capital social de la Société et (ii) d'un apport en nature se composant d'une créance que l'Associé 6 détient envers la Société d'un montant de cent cinquante mille dollars américains (USD 150.000) devant être affecté au compte de capital social de la Société (l'Apport en Nature 5).

L'estimation de l'Apport en Nature 5 est démontrée par, inter alia, un certificat émis à la date du 22 mars 2016 par l'Associé 6 qui est reconnu et approuvé par la gérance de la Société, qui, après signature ne varietur par le mandataire des Associés et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour le besoin de l'enregistrement.

7. MJLD, une société par actions simplifiée constituée en vertu du droit français, dont le siège social se situe au 16, Avenue Robert Schuman, 75007, Paris, France, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 517.959.144 (l'Associé 7),

ici représenté par Luis A. Aguerre Enríquez, susmentionné, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé, ladite procuration, qui après signature ne varietur par la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour le besoin de l'enregistrement,

déclare souscrire à quatre millions quatre cent cinquante mille (4.450.000) Parts Sociales de Classe A d'une valeur nominale de un dollar américain (USD 1) chacune, et les libère intégralement par voie (i) d'un apport en numéraire d'un montant total de quatre millions trois cent mille dollars américains (USD 4.300.000) à allouer au compte de capital social de la Société et (ii) d'un apport en nature se composant d'une créance que l'Associé 7 détient envers la Société d'un montant de cent cinquante mille dollars américains (USD 150.000) devant être affecté au compte de capital social de la Société (l'Apport en Nature 6).

L'estimation de l'Apport en Nature 6 est démontrée par, inter alia, un certificat émis à la date du 22 mars 2016 par l'Associé 7 qui est reconnu et approuvé par la gérance de la Société, qui, après signature ne varietur par le mandataire des Associés et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour le besoin de l'enregistrement.

8. Artisanal Spirits Holdings Ltd., une société à responsabilité limitée (limited liability company) constituée en vertu des lois des Îles Vierges Britanniques (IVB), dont le siège social se situe au 1^{er} étage, Palm Grove House, Wickham's Cay 1, Road Town, Tortola, Îles Vierges Britanniques (IVB), immatriculée auprès du registre Registrar of Corporate Affairs - BVI Financial Services Commission, sous le numéro 1907894 (l'Associé 8),

ici représenté par Luis A. Aguerre Enríquez, susmentionné, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé, ladite procuration, qui après signature ne varietur par la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour le besoin de l'enregistrement,

déclare souscrire à quatre millions quatre cent cinquante mille (4.450.000) Parts Sociales de Classe A d'une valeur nominale de un dollar américain (USD 1) chacune, et les libère intégralement par voie (i) d'un apport en numéraire d'un montant total de quatre millions trois cent mille dollars américains (USD 4.300.000) à allouer au compte de capital social de la Société et (ii) d'un apport en nature se composant d'une créance que l'Associé 8 détient envers la Société d'un montant de cent cinquante mille dollars américains (USD 150.000) devant être affecté au compte de capital social de la Société (l'Apport en Nature 7).

L'estimation de l'Apport en Nature 7 est démontrée par, inter alia, un certificat émis à la date du 22 mars 2016 par l'Associé 8 qui est reconnu et approuvé par la gérance de la Société, qui, après signature ne varietur par le mandataire des Associés et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour le besoin de l'enregistrement.

Les parts sociales ainsi souscrites par les parties ci-dessus aux paragraphes un (1) à huit (8) ont été entièrement libérées par (i) un apport en numéraire d'un montant total de quatorze millions trois cent quinze mille quatre-vingt-dix-sept dollars américains (USD 14.315.097) et (ii) un apport en nature d'un montant total de six cent soixante-quatre mille neuf cent trois dollars américains (USD 664.903). Le montant de quatorze millions neuf cent quatre-vingt mille dollars américains (USD 14.980.000) est à présent à la disposition de la Société, comme il a été prouvé au notaire instrumentant.

L'apport total de quatorze millions neuf cent quatre-vingt mille dollars américains (USD 14.980.000) est entièrement affecté au compte de capital social de la Société.

Aux fins du présent article 189 de la loi luxembourgeoise sur le commerce et les sociétés datée du 10 août 1915 telle que modifiée, les Associés acceptent l'Associé 4, l'Associé 5, l'Associé 6, l'Associé 7, et l'Associé 8 en tant que nouveaux associés de la Société.

En conséquence de ce qui précède, l'Associé 4, l'Associé 5, l'Associé 6, l'Associé 7, et l'Associé 8 rejoignent l'assemblée générale extraordinaire de la Société et votent sur les résolutions suivantes.

L'Associé 1, l'Associé 2, l'Associé 3, l'Associé 4, l'Associé 5, l'Associé 6, l'Associé 7, et l'Associé 8, sont ci-après collectivement désignés les Associés aux fins des résolutions suivantes.

Sixième résolution

Les Associés décident de modifier et reformuler complètement les statuts de la Société, de sorte qu'ils aient désormais la teneur suivante:

Dénomination - Siège Social - Objet - Durée

1. Dénomination. Le nom de la société est «Samson & Surrey Holdings Luxembourg S.à r.l.» (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des Associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2 Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance. Lorsque le conseil de gérance (le Conseil) estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

3. Objet social.

3.1 L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2 La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de tous types de titres et instruments de dette ou de capital. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées, ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3 La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4 La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

4. Durée.

4.1 La durée de la Société est limitée à une période commençant à la date de sa constitution (à savoir le 4 janvier 2016) et prenant fin le 30 mars 2026.

4.2 La Société ne sera pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs Associés.

Capital - Parts Sociales

5. Capital.

5.1 Le capital social de la Société est fixé à quinze millions de dollars américains (USD 15.000.000), représenté par quinze millions (15.000.000) de parts sociales comprenant:

5.1.1 treize millions cinq cent mille (13.500.000) parts sociales de classe A (les Parts Sociales de Classe A);
 5.1.2 un millions deux cent soixante-dix mille (1.270.000) parts sociales de classe B (les Parts Sociales de Classe B),
 5.1.3 deux cent trente mille (230.000) parts sociales de classe C (les Parts Sociales de Classe C et avec les Parts Sociales de Classe A et les Parts Sociales de Classe B, les Parts Sociales et seule, une Part Sociale),
 ayant une valeur nominale de un dollar américain (USD 1) chacune.

5.2 Aucune autre classe de Parts Sociales ne sera émise.

5.3 Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une décision des Associés lors d'une assemblée générale des Associés (chacune une Assemblée Générale) adoptée conformément à l'article 9.2.9, et sous réserve que le capital social ne puisse être augmenté au-dessus de quatre-vingt-cinq millions de dollars américains (USD 85.000.000) qu'avec l'obtention des approbations supplémentaires suivantes:

5.3.1 l'approbation des détenteurs de 85% au moins des Parts Sociales de Classe A est requise pour pouvoir augmenter le capital social au-delà de quatre-vingt-cinq millions de dollars américains (USD 85.000.000) lorsque, soit (a) le nombre ou l'identité des gérants doit être modifié ou, soit (b) tout Associé de Classe A se trouve en situation de dilution avec une détention inférieure à 5% de la totalité des Parts Sociales En Circulation; et

5.3.2 l'approbation des détenteurs de 75% au moins des Parts Sociales de Classe A et des détenteurs de 50,1% au moins des Parts Sociales de Classe B est requise pour pouvoir augmenter le capital social au-delà de quatre-vingt-cinq millions de dollars américains (USD 85.000.000) lorsque (a) le nombre ou l'identité des gérants n'est pas modifié, et (b) qu'aucun Associé de Classe A ne se trouve en situation de dilution avec une détention inférieure à 5% de la totalité des Parts Sociales En Circulation.

5.4 Les Associés acceptent et reconnaissent que si, le 30 septembre 2016 ou avant, un nouvel investisseur souscrit aux Parts Sociales de la Société, le prix de souscription à verser pour lesdites Parts Sociales sera augmenté d'un intérêt simple de 8% par an. Par souci de précision, le calcul est indiqué ci-dessous:

(i) si un Apport en Capital a eu lieu précédemment;

- le pourcentage de part sociale de (A) l'Apport en Capital du nouvel investisseur comparé à (B1) l'Apport en Capital total des Associés préexistants à la date du premier Apport en Capital = A/B1

- multiplié par K1 le montant en dollars de l'Apport en Capital total par les Associés à la date du premier Apport en Capital

- multiplié par 8%

- multiplié par (D1) le nombre de jours écoulés entre la date de paiement du précédent Apport en Capital et la date de paiement de l'Apport en Capital du nouvel investisseur

- divisé par 365

- terme 1 = A/B1 x K1 x 8% x D1/365

(ii) si un second Apport en Capital a eu lieu précédemment, alors un second montant à ajouter au premier sera calculé avec une formule identique, ajustée de la manière suivante:

- le pourcentage de part sociale est calculé à la date de la seconde souscription A/B2 (si l'Apport en Capital total des Associés préexistants n'a pas changé au moment de cette seconde souscription alors B2 =B1);

- K2 le montant en dollars de l'Apport en Capital est égal au second Apport en Capital

- le nombre D2 de jours à prendre en considération est le nombre de jours écoulés entre le jour de paiement du second Apport en Capital et la date de paiement de l'Apport en Capital du nouvel investisseur

- terme 2 = A/B2 x K2 x 8% x D2/365

(iii) et ainsi de suite si un troisième, quatrième, etc., Apports en Capital ont lieu ... en conséquence, la formule mathématique se lit comme la somme des terme 1 + terme 2 + terme n

ou: $(A \times 8\% / 365) \times ((K1/B1 \times D1) + (K2/B2 \times D2) + \dots + (Kn/Bn \times Dn))$

5.5 Toutes les Parts Sociales sont assorties de droits préférentiels lors d'une nouvelle émission de Parts Sociales, sauf en cas de Parts Sociales émises en lien avec une Acquisition. Afin de lever toute ambiguïté, le présent article 5.4 est sans préjudice des articles 5.1.4 et 5.2.

5.6 Si la Société propose l'émission de nouvelles Parts Sociales de toute classe, (les Parts Sociales Préférentielles), chaque Associé (à compter de la date d'envoi de l'Avis Préférentiel concerné) a le droit de (le Droit Préférentiel) souscrire à un montant de Parts Sociale identique au Pourcentage de l'Associé concerné (à compter de la date d'envoi de l'Avis Préférentiel concerné); à condition que chaque Associé détenant des Parts Sociales de Classe A immédiatement avant l'émission préférentielle ne bénéficieront d'un Droit Préférentiel qu'au titre des Parts Sociales de Classe A, et chaque Associé détenant des Parts Sociales de Classe B ou des Parts Sociales de Classe C immédiatement avant l'émission préférentielle ne bénéficieront d'un Droit Préférentiel qu'au titre des Parts Sociales de Classe B et des Parts Sociales de Classe C. Le Droit Préférentiel est exercé par chaque Associé à des prix par Part Sociale comparables, et selon des conditions identiques à celles des Parts Sociales Préférentielles à émettre. Afin de lever toute ambiguïté, les Parts Sociales Préférentielles de Classe C, seront émises au même prix que les Parts Sociales Préférentielles de Classe A et les Parts Sociales Préférentielles de Classe B.

5.7 Au titre de toute émission donnant droit à Droit Préférentiel, le Conseil délivrera un avis à chacun des Associés (l'Avis Préférentiel), précisant le prix à payer au titre des Parts Sociales à émettre, le nombre et le type de Parts Sociales auquel l'Associé concerné est autorisé à souscrire conformément à l'article 5.6. et les modalités de paiement desdites Parts Sociales. L'Avis Préférentiel reste soumis à acceptation pour une durée minimum de dix (10) Jours Ouvrés suivant la date d'envoi de l'Avis Préférentiel. Toute acceptation de l'offre précisée dans l'Avis Préférentiel doit être réalisée par l'Associé concerné par écrit et doit être accompagnée par le paiement intégral, via la réception par la Société des fonds correspondants, au titre de toutes les Parts Sociales qui seront acquises par ledit Associé conformément à l'article 5.6. Dans le cas où un ou plusieurs Associé(s) refuse(nt) l'offre précisée dans l'Avis Préférentiel, toute Part Social résiduelle qui aurait dû être affectée auxdits Associés s'ils avaient choisi de participer, sera à la place allouée à chaque Associé acceptant de participer, sur la base de son pourcentage de participation respectif à l'émission privilégiée (sous réserve à chaque fois de l'accord écrit dudit Associé acceptant de participer à ladite réaffectation de Parts Sociales résiduelles et de leur paiement intégral), jusqu'à ce que lesdites Parts Sociales résiduelles aient été ainsi réaffectées ou que lesdits Associés acceptant aient refusé des réaffectations supplémentaires. Les Parts Sociales à émettre au profit des Associés conformément à un Droit Préférentiel valablement exercé sont, si cela est possible, émises simultanément à l'émission de Parts Sociales conformément à l'émission initiale donnant droit au Droit Préférentiel, ou dès que possible ultérieurement. Le Conseil est autorisé à renoncer ou à mettre fin à l'exercice de tout Droit Préférentiel dans le cas où l'émission initiale donnant droit au Droit Préférentiel n'est pas achevée.

6. Parts sociales.

6.1 Général

6.1.1 Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par Part Sociale.

6.1.2 Lorsque la Société a un Associé unique, les Parts Sociales sont librement cessibles aux tiers.

6.1.3 Le décès, la suspension des droits civils, la dissolution, la faillite, ou l'insolvabilité ou tout autre événement similaire de l'un des associés n'entraînera pas la dissolution de la Société.

6.1.4 Un registre des associés est conservé au siège social et peut être consulté sur demande de tout associé.

6.1.5 La Société peut racheter ses propres Parts Sociales, à condition:

- (i) de disposer de réserves distribuables suffisantes à cet effet; ou
- (ii) que le rachat résulte d'une réduction du capital social de la Société.

6.2 Droits liés aux Parts Sociales Chaque Classe de Parts Sociales confère des droits identiques (y compris les droits aux bénéfices de la Société) précisés dans les présents Statuts et toute Convention d'Associés.

6.3 Restrictions Générales de Cession

6.3.1 Les stipulations des articles 6.3 à 6.7 sont, en tout temps, soumises aux restrictions de cession précisées par la Loi.

6.3.2 Aucun Associé n'est autorisé à Céder de Parts Sociales sauf dans les cas de Cession dans le cadre d'une transaction conforme aux stipulations applicables des présents Statuts.

6.3.3 Sous réserve de la loi applicable, aucun Associé ne peut Céder de Part Sociale sauf si et uniquement jusqu'à ce que tous les SPI cumulés et impayés aient été intégralement payés aux Associés de Classe C. Seul un Associé qui a intégralement rempli ses obligations au regard des SPI est autorisé à Céder ses Parts Sociales.

6.4 Cessions Autorisées

6.4.1 Seules les Cessions de Parts Sociales suivantes sont autorisées:

(a) une Cession de toute classe de Parts Sociales par un Associé:

(i) en cas de Situation de Liquidation;

(ii) à tout tiers, endéans les neuf (9) premières années à compter du 30 mars 2016, avec l'accord écrit du Conseil, ledit accord ne pouvant être raisonnablement retenu ou retardé;

(iii) à tout tiers, après le 30 mars 2025;

(b) une Cession de Parts Sociales de Classe A par un Associé de Classe A à un Associé de Classe A;

(c) une Cession de Parts Sociales de Classe B ou Parts Sociales de Classe C par tout Associé de Classe B ou tout Associé de Classe C, à tout Associé de Classe B ou tout Associé de Classe C, avec l'accord des détenteurs d'une majorité simple des Parts Sociales de Classe A (ou l'accord unanime s'il n'y a que 3 Associés de Classe A), Associés de Classe B et Associés de Classe C;

(d) une Cession de Parts Sociales de Classe A (i) par un Associé qui est une entité, à toute Affilié dudit Associé ou (ii) par un Associé qui est une personne physique, à un Parent (une Cession à un Parent) à condition que:

(aa) ladite Cession n'ait pas été réalisée dans le but de contourner les restrictions de Cession précisées au sein des présents Statuts et toute Convention d'Associés; et

(bb) si à la suite de ladite Cession à un Parent le cessionnaire cesse d'être un Affilié audit Associé ou un Parent, ledit cessionnaire rétrocédera, aussi rapidement que possible, les Parts Sociales qui lui ont été cédées audit Associé ou à son Affilié et, n'exercera aucun droit de vote lié auxdites Parts Sociales en attendant ladite rétrocession.

(e) Une Cession de Parts Sociales de Classe B ou Parts Sociales de Classe C à (i) une entité Contrôlée par l'Associé cédant ou (ii) un Parent de l'Associé cédant, à condition que

(aa) ladite Cession n'ait pas été réalisée dans le but de contourner les restrictions de Cession précisées au sein des présents Statuts et de toute Convention des Associés; et

(bb) si à la suite de ladite Cession le cessionnaire cesse d'être une entité Contrôlée par ledit Associé cédant ou un Parent dudit Associé cédant, ledit cessionnaire rétrocedera, aussi rapidement que possible, les Parts Sociales qui lui ont été cédées audit Associé ou à son Affilié et, n'exercera aucun droit de vote lié auxdites Parts Sociales en attendant ladite rétrocession.

(cc) l'Associé cédant continue de détenir au moins 50,1% de ses Parts Sociales de Classe B ou Parts Sociales de Classe C, et

(dd) l'Associé cédant accepte par les présentes d'être conjointement et solidairement responsable avec le cessionnaire de l'accomplissement par ce dernier de toutes les obligations auxquelles il est soumis en sa qualité d'Associé,

sous réserve, dans tous les cas ci-dessus, sauf dans les cas précisés aux articles 6.4.1(a) (i) et 6.4.1(d) et (e), de l'article 6.7 (Droit de Premier Refus), et sous réserve que les restrictions de Cession contenues aux articles 6.3 à 6.6 continuent à s'appliquer au titre de toutes les Parts Sociales après ladite Cession.

6.5 Procédures de Cession

6.5.1 Sans préjudice de l'article 6.4.1, avant de céder des Parts Sociales (autrement que dans le cadre d'une Situation de Liquidation) à toute personne:

(a) l'Associé cédant doit notifier la Cession proposée à la Société par écrit;

(b) l'Associé cédant doit fournir à la Société les informations, et s'assurer que le Cessionnaire fournisse les informations qui sont raisonnablement demandées par le Conseil afin de déterminer si ladite Cession est conforme à toute loi ou réglementation applicable, les présents Statuts et toute Convention d'Associés, dans le fond et dans la forme convenant raisonnablement au Conseil, y compris toute information raisonnablement demandée par le Conseil concernant les conditions (y compris le prix) de la Cession et l'identité du Cessionnaire, à condition que dans le cas où ladite Cession est une Cession à un Parent, ladite information soit limitée à l'identité du Cessionnaire, et à toute information raisonnablement demandée par le Conseil afin qu'il puisse s'assurer que la Cession proposée remplisse les conditions d'une Cession à un Parent.

(c) qui n'est déjà un Associé:

(i) l'approbation des Associés lors d'une Assemblée est obtenue conformément à l'article 189 de la Loi de 1915; et

(ii) le Cessionnaire accepte d'être lié par les conditions des présents Statuts et de toute Convention d'Associés en ce qui concerne les Parts Sociales Cédées (un Associé Adhérent)

6.5.2 Sans préjudice de l'article 6.6 ci-dessous, si l'Associé cédant et le cessionnaire se sont conformés, selon le cas, aux sous-paragraphes (a) à (c) inclus de l'article 6.5.1 et que le Conseil est raisonnablement satisfait par la conformité de ladite Cession aux conditions des présents Statuts, ainsi qu'à toute Convention d'Associés, toute loi ou réglementation applicable, le Conseil doit rapidement accomplir les actions appropriées afin de faire en sorte que ladite Cession soit inscrite dans le registre des Parts Sociales de la Société. Les Associés acceptent d'étendre les avantages des présents Statuts et de toute Convention d'Associés, soumis à la charge, à toute personne qui acquiert ou à qui sont émises des Parts Sociales conformément aux présents Statuts et à toute Convention d'Associés, mais sans préjudice de la continuité inter se des droits et obligations des Associés de départ aux présents Statuts et à toute Convention d'Associés et à toute personne qui aurait conclu un contrat d'adhésion.

6.6 Cession en violation de la Convention des Associés

Toute Cession ou tentative de Cession de toute Part Sociale en violation des présents Statuts et/ou de toute stipulation d'une Convention d'Associés est sans effet, et ne sera pas opposable à la Société ou aux Associés, et la Société, par le biais du Conseil, ne donnera aucun effet à ladite Cession, n'inscrira pas celle-ci au sein du registre des Parts Sociales, ni ne considérera à aucun égard, le prétendu Cessionnaire desdites Parts Sociale comme le propriétaire de ces dernières.

6.7 Droit de Premier Refus

Si à tout moment un Associé de Classe A, un Associé de Classe B, ou un Associé de Classe C (l'Associé Vendant), souhaite Céder sous réserve de l'article

6.4.1(a) (ii) ou (iii) des Parts Sociales (les Parts Sociales Offertes), les points suivants s'appliqueront:

6.7.1 Application du Droit de Premier Refus

(a) Sauf autrement prévu par le présent article 6.7, le droit de premier refus décrit par le présent article 6.7 s'applique, dans un premier temps, uniquement aux Autres Associés détenteurs de Parts Sociales d'une même classe que celle des Parts Sociales Offertes (les Autres Associés de Même Classe).

(b) Le droit de premier refus s'appliquera, seulement après le refus des Autres Associés de Même Classe d'acheter tout ou partie des Parts Sociales Offertes, aux Autres Associés détenteurs de Parts Sociales d'une classe différente de celle des Parts Sociales Offertes (les Autres Associés de Différente Classe). L'Associé Vendant notifiera rapidement par écrit les Autres Associés de Différente Classe dès qu'il saura que des Parts Sociales Offertes sont toujours disponibles à la vente. Tous délais ou autres dates précisés dans l'Offre ou le présent article 6.7 seront automatiquement et équitablement prorogés de sorte que les Autres Associés de Différente Classe disposent du même temps pour considérer et répondre à l'Offre que le temps initialement laissé aux Autres Associés de Même Classe et, dans ce cas, les Autres Associés sont réputés uniquement être les Autres Associés de Différente Classe.

(c) Dans le cas où un Associé de Classe C est également résident des Etats-Unis d'Amérique, alors dans ce cas, ledit Associé ne peut Céder de Parts Sociales de Classe C avant l'expiration d'un délai de deux ans à la suite de l'émission des Parts Sociales de Classe C. Pour lever toute ambiguïté, cette restriction ne s'applique pas à tout Associé de Classe C qui n'est pas un résident des Etats-Unis d'Amérique.

6.7.2 L'Associé Vendant donnera à chacun des autres Associés (collectivement les Autres Associés) une description écrite des Parts Sociales Offertes, le nom de l'acheteur potentiel, le prix d'acquisition de l'offre du tiers de bonne foi, et les conditions de paiement et autres conditions offertes par l'acheteur potentiel (lesdites informations écrites, collectivement désignées l'Offre).

6.7.3 Les Autres Associés disposent de 30 jours à compter de la réception de l'Offre pour accepter le prix d'acquisition ainsi que les conditions précisées dans l'Offre, en tant qu'acheteur, en avisant par écrit l'Associé Vendant. Chacun des Autres Associés bénéficie du droit d'acquérir le nombre de Parts Sociales Offertes (i) équivalant à une fraction dont le numérateur est le nombre de Parts Sociales détenues par l'Autre Associé et dont le dénominateur est le nombre de Parts Sociales détenues par tous les Autres Associés (y compris l'Autre Associé qui souhaite acquérir les Parts Sociales Offertes), ou (ii) tel que décidé par tous les Autres Associés qui souhaitent les acquérir.

6.7.4 Si certains ou tous les Autres Associés décident d'acquérir toutes (mais pas moins) les Parts Sociales Offertes, alors l'Associé Vendant et les Autres Associés qui acquièrent concluront la vente au prix de vente et selon les termes de l'Offre dans les soixante jours après que l'Offre ait été faite (ou si plus tard, à la date de clôture mentionnée dans l'Offre). Si le prix d'achat mentionné dans l'Offre inclus tout billet garanti et/ou sûreté de tiers, alors les Autres Associés donneront les Parts Sociales Offertes en gage à titre de garantie pour le prix d'achat.

6.7.5 Si tous les Autres Associés ne décident pas d'acquérir toutes les Parts Sociales Offertes dans le délai imparti ci-dessus, l'Associé Vendant aura le droit de réaliser la vente ou la cession des Parts Sociales Offertes tant que (i) l'acheteur est l'acheteur potentiel mentionné dans l'Offre, (ii) le prix, le paiement et les autres conditions sont au moins aussi favorables à l'Associé Vendant que ceux mentionnés dans l'Offre, (iii) la réalisation a lieu à la date ou avant la date prévue dans l'Offre (au plus tard 45 Jours Ouvrés après la date de l'Offre).

6.7.6 Tout acquéreur des Parts Sociales Offertes en vertu du présent article souhaitant réaliser une nouvelle vente ou cession de toute partie des parts Sociales Offertes sera soumis aux articles 6.3 à 6.8.

6.8 Droits de Sortie Conjointe et Droits de Sortie Forcée

6.8.1 Lors d'une Cession envisagée de Parts Sociales de Classe A à un tiers qui n'est pas un Associé et qui impliquerait un Changement de Contrôle, alors dans ce cas, les autres Associés de Classe A, Associés de Classe B, Associés de Classe C auront un droit de sortie conjointe (tag along) leur permettant de vendre toutes leurs Parts Sociales de Classe A, de Classe B et de Classe C à/aux acheteur(s) de la majorité des Parts Sociales de Classe A; l'Associé Vendant aura aussi un droit de sortie forcée (drag along) lui permettant de forcer les autres Associés à vendre les Parts Sociales de Classe A, de Classe B et de Classe C restantes afin de réaliser la Cession envisagée; à condition toutefois que pendant une durée de cinq (5) ans commençant à la Date de Clôture et prenant fin au cinquième anniversaire de la Date de Clôture, l'Associé Vendant n'aura pas de droit de sortie forcée en vertu du présent article 6.8.1, à moins que le prix d'achat (net du SPI) des Parts Sociales de Classe A de l'Associé Vendant ne soit un montant au moins 2,5 fois supérieur à l'Apport en Capital de l'Associé Vendant.

6.8.2 Lors d'une Cession proposée de Parts Sociales de Classe A à un autre Associé de Classe A impliquant un Changement de Contrôle [relatif aux Parts Sociales de Classe A] à la suite de ladite Cession, alors dans ce cas, les Associés de Classe A, de Classe B et de Classe C restant auront un droit de sortie conjointe (tag along) leur permettant de vendre toutes les Parts Sociales de Classe B et de Classe C à/aux acheteur(s) de la majorité des Parts Sociales de Classe A; l'Associé Vendant ne disposera pas d'un droit de sortie forcée (drag along) lui permettant de forcer les autres Associés à vendre leurs Parts Sociales de Classe A, de Classe B et de Classe C afin de réaliser la Cession envisagée.

6.8.3 Aux fins de tout droit de sortie conjointe (tag along), les Autres Associés concernés vendront leurs Parts Sociales au même prix et selon les mêmes conditions par Part Sociale que l'/les Associé(s) Vendant(s). Aux fins de tout droit de sortie forcée (drag along), le(s) Associé(s) Vendant(s) auront le droit de forcer tous (et pas moins) les Autres Associés à participer à la vente en tant que vendeurs de leurs Parts Sociales en même temps que l'/les Associé(s) Vendant(s) au même prix par Part Sociale des Parts Sociales proportionnellement aux Parts Sociales et selon les mêmes conditions liées aux Parts Sociales que l'Associé Vendant sous réserve de tout ajustement requis des droits économiques de chaque Classe de Parts Sociales.

6.8.4 Le(s) Associé(s) exerçant leurs droits en vertu des articles 6.8.1 à 6.8.3 ci-dessus, en avertiront par écrit la Société et les Autres Associés concernés (avant la fin de la période de 15 jours). Lors du/des closing(s) concerné(s), chaque Associé concerné signera et délivrera tous les documents raisonnablement requis afin de réaliser la Cession des Parts Sociales concernées, libres et quittes de tout privilège, créance et grèvement de toute sorte, autre que tout Pacte d'Associés et tout Associé concerné signera tout autre instrument raisonnablement requis pas tous les Associés participants. Si un Autre Associé s'oppose activement ou refuse de coopérer dans ladite vente, alors dans ces circonstances, tous les Associés Vendeurs se voient accorder par la présente un pouvoir limité d'agir pour et au nom de cet Autre Associé afin de signer toute la documentation liée à la vente des Parts Sociales de cet Autre Associé jugée par l'Associé Vendant nécessaire à la réalisation de la transaction. Tous les emplois, consultance, clause d'exclusivité, et autres paiements et montants similaires à payer directement ou indirectement à un Associé ou ses Affiliés par l'acquéreur ou ses Affiliés (et pas tous les Associés proportionnellement aux Parts Sociales) seront limités à des montants raisonnables.

6.8.5 Lors de toute Cession envisagée autre que décrite aux articles 6.8.1 à 6.8.3, les Associés restant n'auront pas de droit de sortie conjointe (tag along) et l'Associé Vendant n'aura pas de droit de sortie forcée (drag along) dans le cadre de la Cession envisagée.

Gestion - Représentation

7. Nomination et révocation des gérants.

7.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommé(s) par une résolution des Associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être Associés.

7.2 Les gérants sont révocables à tout moment, avec ou sans motif, par une décision des Associés.

8. Conseil de gérance.

8.1 Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront le Conseil. La Société est gérée par un Conseil composé d'un maximum de [seize (16) gérants]. Le Conseil est composé de:

8.1.1 un (1) gérant de classe A et un (1) Observateur pour chaque tranche de quinze millions de dollars américains engagée par un Associé de Classe A en tant que montant d'investissement engagé (chacun un Gérant de Classe A), nommé par l'Assemblée à partir d'une liste de candidats soumise à ladite Assemblée par ledit Associé de Classe A; et deux (2) gérants de classe B et deux (2) Observateurs désignés par l'Assemblée à partir d'une liste de candidats soumise à ladite Assemblée par une majorité des Associés de Classe B (les Gérants de Classe B);

8.1.2 deux (2) gérants de classe L désignés par l'Assemblée à partir d'une liste de candidats soumise à ladite Assemblée par les Associés de Classe C (les Gérants des Fondateurs de Classe L);

8.1.3 un (1) Gérant de classe L pour chacun des Associés de Classe A titulaire du droit de désigner un Gérant de Classe A, ledit Gérant de Classe L étant désigné par l'Assemblée à partir d'une liste de candidats soumise à ladite Assemblée par ledit Associé de Classe A titulaire du droit de désigner un Gérant de Classe A (les Gérants des Investisseurs de Classe L, avec les Gérants des Fondateurs de Classe L, les Gérants de Classe L).

8.2 Pouvoirs du conseil de gérance

8.2.1 Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts aux Associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social, sous réserve des stipulations des présents Statuts.

8.2.2 Le Conseil peut déléguer, conformément à une décision valablement prise conformément à toute Convention d'Associés, tout pouvoir lui incombant, à un comité du Conseil ou à un conseil subsidiaire, selon le cas, et peut modifier, changer ou révoquer ladite délégation à tout moment. Lesdits comités peuvent comprendre, notamment, des comités de finance, de rémunération et (si nécessaire), de nomination. Un conseil subsidiaire peut désigner à tout comité une ou plusieurs personnes qui lui conviendra et selon les conditions qu'il fixera dans le temps, à condition que le membre du comité ne soit pas en droit de participer à, et voter sur les discussions et propositions concernant sa propre rémunération, sa désignation ou sa participation.

8.3 Désignation et révocation de gérants

8.3.1. Les gérants ne doivent pas nécessairement être des Associés. Les gérants sont désignés par l'Assemblée Générale. Sous réserve de l'article 8.3, l'Assemblée Générale peut à tout moment, avec ou sans motif, révoquer et remplacer son (ses) gérant(s).

8.3.2. Chaque Gérant de Classe L sera, en tout temps, résident luxembourgeois.

8.3.3. La désignation ou révocation de gérants où:

(a) en ce qui concerne la désignation ou la révocation d'une personne en qualité de Gérant de Classe A conformément à l'article 8.1.1, ladite action a été approuvée par l'Associé de Classe A compétent autorisé à désigner ou révoquer conformément à l'article 8.1.1;

(b) en ce qui concerne la désignation ou la révocation d'une personne en qualité de Gérant de Classe B conformément à l'article 8.1.1, ladite action a été approuvée par les Associés de Classe B;

(c) en ce qui concerne la désignation ou la révocation d'une personne en qualité de Gérant des Fondateurs de Classe L conformément à l'article 8.1.2, ladite action a été approuvée par les Associés de Classe C;

(d) en ce qui concerne la désignation ou la révocation d'une personne en qualité de Gérant des Investisseurs de Classe L conformément à l'article 8.1.3, ladite action a été approuvée par l'Associé de Classe A concerné;

tous les détenteurs de Parts Sociales seront donc, dans toute la mesure permise par la loi applicable, tenus d'accomplir toutes les actions requises, de manière raisonnable, par le Conseil ou les Associés autorisés à désigner un gérant conformément à l'article 8.1, à l'effet de rendre effectives lesdites désignations ou révocation (selon le cas) de la (des) personne (s) concernée(s), y compris en prenant part aux votes liés aux Parts Sociales détenues lors de toute Assemblée dont la participation est faite en personne ou par procuration, ou en approuvant par un accord écrit (le cas échéant) lesdites désignations ou révocation.

8.4 Président

Le Président du Conseil est l'un des Gérants de Classe A ou l'un des Gérants de Classe B et sera choisi par une majorité des voix du Conseil (y compris la majorité des voix des Gérants de Classe A (ou leur vote unanime s'ils ne sont qu'au

nombre de 3 Gérants de Classe A) et le vote positif d'un Gérant de Classe B et d'un Gérant de Classe L)) (le Président). Dans les cas où ledit accord n'est pas trouvé, les Associés acceptent que le premier Président du Conseil soit Monsieur Luis Bach Terricabras. En dépit de ce qui précède, en ce qui concerne toute réunion du Conseil auquel le Président du Conseil ne participe pas, le Conseil pourra désigner un autre gérant qui agira en qualité de président temporaire (pro tempore) à ladite réunion du conseil.

8.5 Procédure

8.5.1 Une convocation écrite de toute réunion du Conseil est donnée aux gérants par le Président ou par un Associé Important au moins cinq (5) Jours Ouvrés avant la date prévue de ladite réunion; à condition que si de l'avis du Président ou de l'Associé Important concerné, les intérêts de la Société puissent être probablement compromis si l'affaire qui sera débattue lors de ladite réunion n'est pas traité en urgence, alors une convocation écrite est donnée vingt-quatre (24) heures à l'avance, ledit délai de convocation pourra en outre être limité avec l'accord unanime des Gérants. La convocation est faite par courrier, facsimile, ou par courriel, et contient notamment, le lieu, la date et l'heure de la réunion, ainsi que l'ordre du jour précisant suffisamment les sujets à traiter lors de la réunion avec l'ensemble de la documentation nécessaire à approuver (ou un résumé de leurs principales conditions) disponible alors. Il est précisé que tout Gérant peut soumettre par écrits un (des) point(s) à l'ordre du jour de toute réunion. Les points ne figurant pas à l'ordre du jour ou les affaires liées à ces points ne pourront être traités à une réunion de Conseil sans l'accord écrit de tous les Gérants. Un gérant peut renoncer (en ce qui le concerne) par écrit à la convocation à une réunion, ou par sa présence lors de la réunion. Une convocation n'est pas exigée pour une réunion se tenant dans un lieu et à une heure fixés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil.

8.5.2 Toutes les résolutions prises lors d'une réunion d'un Conseil seront adoptées lors d'une réunion (la Première Réunion) à laquelle une majorité des Gérants (y compris une majorité des Gérants de Classe A) est présente et représentée. Si, dans les trente (30) minutes suivant l'heure prévue pour la Première Réunion, le quorum n'est pas atteint, ou si durant la Première Réunion le quorum n'est plus atteint, la Première Réunion sera ajournée à un jour survenant au plus tôt cinq (5) Jours Ouvrés suivant le jour prévu au départ pour la Première Réunion (ou si ce jour n'est pas un Jour Ouvré, le Jour Ouvré suivant) au même endroit et à la même heure (la Deuxième Réunion) et une convocation écrite à ladite réunion sera envoyée par le Président ou l'Associé Important concerné aux Gérants par courriel ou facsimile dans les vingt-quatre (24) heures de l'ajournement. Le quorum lors de cette Deuxième Réunion sera atteint par la présence ou la représentation d'une majorité des Gérants de Classe A. Ladite Deuxième Réunion ne se prononcera pas valablement sur les points ne figurant pas à l'ordre du jour de la Première Réunion mentionné dans l'avis de convocation original envoyé aux Gérants. Si, dans les trente (30) minutes suivant l'heure prévue pour la Deuxième Réunion, le quorum n'est pas atteint, ou si durant la Deuxième Réunion, le quorum cesse d'être présent, la Deuxième Réunion sera de nouveau ajournée à un jour survenant deux (2) Jours Ouvrés suivant le jour prévu au départ, au même endroit et à la même heure (la Troisième Réunion) et une convocation à celle-ci sera envoyée par le Président ou l'Associé Important concerné aux Gérants par courriel ou facsimile rapidement le jour même dudit ajournement. Le quorum de ladite Troisième Réunion est atteint par la présence ou la représentation de deux Gérants (y compris au moins un Gérant de Classe A) et ladite Troisième Réunion ne se prononcera pas valablement sur les points ne figurant pas à l'ordre du jour de la Première Réunion mentionné dans l'avis de convocation original envoyé aux Gérants. Si lors de la Troisième Réunion, le quorum exigé n'est pas atteint, ou cesse d'être atteint, il ne sera pas convoqué de quatrième réunion portant sur le même ordre du jour.

8.5.3 Les Réunions du Conseil se tiennent en principe à Luxembourg au(x) lieu(x) déterminé(s) dans le temps par une résolution du Conseil; à condition que tout gérant puisse participer à toute réunion par conférence téléphonique, ou moyens de communications similaires au sens de l'article 8.5.4.

8.5.4 Tout gérant peut participer et tenir une réunion par conférence téléphonique ou moyens de communications similaires, par lesquels toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre, à condition que la moitié au moins de toutes les gérants participant, assiste à ladite réunion en personne à Luxembourg ou participe en utilisant un moyen de communication qui soit physiquement situé à Luxembourg. La participation par conférence téléphonique ou moyen de communication similaire constitue une participation et présence en personne à ladite réunion, et les votes correspondants devront être pris en considération.

8.5.5 Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (des Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

8.6 Vote

8.6.1. Sous réserve de l'article 8.6.4, chaque Gérant dispose d'une voix concernant chaque sujet voté par le Conseil.

8.6.2. Le Conseil prend toute décision lors d'une réunion par le vote positif ou l'accord (i) d'une majorité des gérants présents ou représentés et votant, et (ii) de trois (3) Gérants de Classe A, un (1) Gérant de Classe B et un (1) Gérant de Classe L.

8.6.3. Tout Gérant est autorisé à nommer un autre gérant comme son mandataire (par avis écrit au Conseil préalablement à la réunion concernée du Conseil), qui sera autorisé, en l'absence de son mandant d'accomplir toutes les actions que son mandant est autorisé ou habilité à accomplir et au moyen d'un nombre identique de voix que celui dont dispose son mandant. Un gérant qui agit également en qualité de mandataire bénéficiaire, en l'absence de son mandant, (i) à une (des) voix additionnelle(s) pour le compte de son mandant en sus de sa (ses) propre(s) voix et (ii) d'être pris en considération dans le

décompte du quorum du Conseil en sa qualité de gérant et en qualité de mandataire du gérant qu'il représente. Dans les limites permises par la loi applicable ou des Statuts, tout gérant peut représenter un ou plusieurs gérant(s) en qualité de mandataire.

8.7 Observateurs

8.7.1. Le Conseil permet, conformément à la Convention d'Associés, la présence d'observateur(s) qui peu(ven)t assister, sans pouvoir participer ou voter, à toute réunion du Conseil (en personne ou par téléphone) (un Observateur).

8.7.2. Chaque Observateur est autorisé à recevoir l'ordre du jour ainsi que l'ensemble de la documentation envoyée au Conseil en vue de la réunion du Conseil, au même moment que les gérants, sous réserve du respect de la confidentialité et des obligations applicables aux gérants.

8.8 Sujets approuvés par le Conseil

8.8.1. Chacun des Sujets Approuvés par le Conseil soumis à une réunion du Conseil ne sera valablement adoptée qu'avec:

(a) la majorité des Associés concernés conformément à la Loi de 115 en faveur de ladite résolution uniquement pour lesdits Sujets Approuvés par le Conseil qui requièrent l'accord des Associés en vertu des lois applicables, à savoir les points 4, 5, 8, 10 et 17; et

(b) l'accord préalable du Conseil conformément à l'article 8.6. à condition que si le Conseil ne réussit pas à s'entendre sur le budget annuel, l'activité continuera conformément au plan d'activités annexé à la Convention d'Associés:

1. Approbation des conditions, et de la documentation finales des acquisitions;
2. Plan d'activités initial, y compris la structure du capital;
3. Critères d'investissements initiaux;
4. Règles initiales de gouvernance d'entreprise, documents organisationnels initiaux, et documents initiaux portant sur les associés de la Société;
5. Désignation des commissaires / réviseurs d'entreprises de la Société et des filiales;
6. Modification des critères d'investissements;
7. Plan d'activités et budget annuels au niveau consolidé et pour chacune des filiales opérationnelles importantes;
8. Changements portant sur la gouvernance d'entreprise, les documents organisationnels, et documents portant sur les associés de la Société;
9. Désignation ou révocation des commissaires / réviseurs d'entreprises de la Société ou de l'une de ses filiales;
10. De nouvelles émissions en capital de la Société ou de l'une de ses filiales;
11. Politique liée aux dividendes de la Société ou de l'une de ses filiales;
12. Création ou modification de toute distribution de joint-venture;
13. Accord entre les associés fondateurs ou les Associés, et la Société ou l'une de ses filiales;
14. Signature, modification ou résiliation de contrats de travail concernant le PG, le RO, et le RF de la Société;
15. Acquisition ou vente de marques, actifs, activités ou filiales en dehors du plan d'activités ou du budget, par la Société ou l'une de ses filiales;
16. Dépenses en capital en dehors du plan d'activités consolidé ou du budget consolidé excédent USD 50.000;
17. Approbation des comptes annuels et des comptes consolidés;
18. Tout nouveau (ou modification portant sur) emprunt, prêt ou autre endettement, ou octroi de sûretés en dehors du plan d'activités ou du budget excédent USD 50.000;
19. Désignation et révocation du Président du Conseil de la Société;
20. Désignation et révocation d'un cabinet comptable.

8.9 Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par les signatures conjointes d'un Gérant de Classe A et d'un Gérant de Classe B.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toute personne à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués par le Conseil.

8.10 Responsabilité des gérants

Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

Associés

9. Assemblées générales des associés et résolutions écrites des associés.

9.1 Pouvoirs et droits de vote

9.1.1 Sauf lorsque des résolutions sont adoptées conformément à l'article 9.1.2, les résolutions des Associés sont adoptées en Assemblée.

9.1.2 Si la Société ne compte pas plus de vingt-cinq (25) Associés, les résolutions des Associés peuvent être adoptées par écrit (des Résolutions Ecrites des Associés).

9.1.3 Chaque Part Sociale donne droit à un (1) vote.

9.2 Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

9.2.1 Une Assemblée Générale peut être convoquée conformément à la Loi par le Conseil et le Conseil doit convoquer une Assemblée Générale à la demande ou sur proposition d'un ou de plusieurs détenteurs de Parts Sociales qui seul ou ensemble, détiennent dix pourcent (10%) ou plus des Parts Sociales (un Associé Important) et qui le demande(nt) au Conseil par écrit et en mentionnant l'ordre du jour. L'avis de convocation pour toute Assemblée Générale doit être envoyé à tout détenteur de Parts Sociales au moins huit (8) jours avant la date prévue pour l'Assemblée Générale et doit mentionner l'ordre du jour, le lieu, la date et l'heure de l'Assemblée Générale; à condition que si les détenteurs de toutes les Parts Sociales sont présents ou représentés lors de l'Assemblée Générale et reconnaissent par écrit avoir été informés de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, celle-ci peut se tenir sans convocation.

9.2.2 Dans les limites de la Loi ou si les Statuts ne prévoient pas de quorum différent (comme lors d'une modification des Statuts ou autre), toutes les résolutions des détenteurs de Parts Sociales seront adoptées lors d'une assemblée (la Première Assemblée des Associés) à laquelle cinquante pourcent (50%) ou plus des Parts Sociales en circulation et détenues par les Associés sont présents ou représentés. Si, dans les trente (30) minutes suivant l'heure prévue pour la Première Assemblée des Associés, le quorum n'est pas atteint, ou si durant la Première Assemblée des Associés le quorum cesse d'être présent, la Première Assemblée des Associés sera ajournée à un jour survenant au plus tôt cinq (5) Jours Ouvrés suivant le jour prévu au départ pour la Première Assemblée des Associés (ou si ce jour n'est pas un Jour Ouvré, le Jour Ouvré suivant) au même endroit et à la même heure (la Deuxième Assemblée des Associés) et une convocation écrite sera envoyée par le Président du Conseil aux Associés dans les vingt-quatre (24) heures de l'ajournement. Le quorum lors de cette Deuxième Assemblée des Associés sera atteint lorsque vingt-cinq pourcent (25%) ou plus des Parts Sociales alors en circulation et détenues par les Associés sont présents ou représentés et ladite Deuxième Assemblée des Associés ne se prononcera pas valablement sur les points ne figurant pas à l'ordre du jour de la Première Assemblée des Associés mentionné dans l'avis de convocation original envoyé aux Associés. Si, dans les trente (30) minutes suivant l'heure prévue pour la Deuxième Assemblée des Associés, le quorum n'est pas atteint, ou si durant la Deuxième Assemblée des Associés le quorum cesse d'être présent, la Deuxième Assemblée des Associés sera ajournée à un jour survenant au plus tôt dix (10) Jours Ouvrés suivant le jour prévu au départ pour la Première Assemblée des Associés (ou si ce jour n'est pas un Jour Ouvré, le Jour Ouvré suivant) au même endroit et à la même heure (la Troisième Assemblée des Associés) et une convocation écrite sera envoyée par le Président du Conseil aux Associés dans les vingt-quatre (24) heures de l'ajournement. Lors de la Troisième Assemblée des Associés, les détenteurs des Parts Sociales présents ou représentés à n'importe quel moment durant ladite Assemblée formeront le quorum et ladite Troisième Assemblée des Associés ne se prononcera pas valablement sur les points ne figurant pas à l'ordre du jour de la Première Assemblée des Associés mentionné dans l'avis de convocation original envoyé aux Associés concernés.

9.2.3 Toutes les Assemblées Générales se tiendront au siège social ou en tout endroit au Luxembourg tel que mentionné ou prévu dans les avis et renoncations à ces avis. Les Associés peuvent prendre part à toute Assemblée Générale par conférence téléphonique ou moyen de communication similaire en vertu de l'article 9.2.12.

9.2.4 Lorsque des résolutions sont adoptées par écrit, le Conseil communique le texte des résolutions à tous les associés. Les Associés votent par écrit et envoient leur vote à la Société dans le délai fixé par le Conseil. Chaque gérant est autorisé à compter les votes.

9.2.5 Un Associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, (Associé ou non), afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

9.2.6 Toutes les Assemblées Générales seront présidées par un président, qui sera le Président (ou son mandataire). Le président de toute Assemblée Générale fixera le déroulement de la réunion et la procédure lors de l'Assemblée Générale, y compris le déroulement de la procédure de vote et la conduite des discussions comme il l'entend.

9.2.7 Nonobstant toute mention contraire dans la Loi, lors d'une Assemblée Générale valablement convoquée, les résolutions approuvées par la majorité simple des votes exprimés par les détenteurs de Parts Sociales seront considérées comme adoptées par ladite Assemblée Générale à moins que les dispositions de toute Convention d'Associés n'en conviennent autrement.

9.2.8 Chaque détenteur de Parts Sociales pourra exprimer un vote par Part Sociale qu'il détient sur tout sujet porté au vote.

9.2.9 Les Statuts ne peuvent être modifiés qu'avec le consentement de la majorité (en nombre) des Associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

9.2.10 Tout changement de nationalité de la Société exige le consentement unanime des Associés.

9.2.11 Des Résolutions Ecrites des Associés sont adoptées avec l'accord unanime de tous les Associés. Elles porteront la date de la dernière signature reçue avant l'expiration du délai fixé par le Conseil, lorsque cela s'applique.

9.2.12 Les Associés peuvent participer à et tenir une Assemblée Générale par conférence téléphonique ou autre moyen de communication similaire par lequel toutes les personnes participant à l'Assemblée Générale peuvent s'entendre et se parler. Les Associés détenant au moins la moitié des voix représentées à l'Assemblée Générale doivent participer à l'Assemblée Générale soit en personne à Luxembourg ou en utilisant des moyens de communication physiquement situés à Luxembourg pour que ladite Assemblée Générale soit valable. La Participation à une telle assemblée équivaut à une participation et à une présence en personne à ladite assemblée.

10. Associé unique.

10.1 Dans le cas où le nombre des Associés est réduit à un (1):

10.1.1 l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale;

10.1.2 toute référence dans les Statuts aux Associés, à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Ecrites des Associés est considérée, le cas échéant, comme une référence à l'Associé unique ou aux résolutions de ce dernier; et

10.1.3 les résolutions de l'Associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

Comptes annuels - Affectation des Bénéfices - Distributions - Contrôle

11. Exercice social et approbation des comptes annuels.

11.1 L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente-et-un (31) décembre de chaque année.

11.2 Chaque année, le Conseil doit dresser le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des Associés envers la Société.

11.3 Tout Associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

11.4 Le bilan et le compte de profits et pertes doivent être approuvés de la façon suivante:

(a) si la Société ne compte pas plus de vingt-cinq (25) Associés, dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social en question, soit (a) par l'Assemblée Générale annuelle (si elle est tenue), soit (b) par voie de Résolutions Ecrites des Associés; ou

(b) si la Société compte plus de vingt-cinq (25) Associés, par l'Assemblée Générale annuelle.

11.5 Si la Société compte plus de vingt-cinq (25) Associés, l'Assemblée Générale annuelle se tient à l'adresse du siège social ou en tout autre lieu dans la municipalité du siège social, comme indiqué dans la convocation, le deuxième lundi du mois de mai de chaque année à 10 heures. Si ce jour n'est pas un Jour Ouvré à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tient le Jour Ouvré suivant.

12. Commissaires / Réviseurs d'entreprises.

12.1 Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, dans les cas prévus par la loi. Les Associés nomment les réviseurs d'entreprises agréés, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat.

12.2 Si la Société a plus de vingt-cinq (25) Associés, ses opérations sont surveillées par un ou plusieurs commissaires, à moins que la loi ne requière la nomination d'un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés. Les commissaires sont rééligibles par l'Assemblée Générale annuelle. Ils peuvent être Associés ou non.

12.3 Le Conseil peut décider de nommer un ou plusieurs commissaires ou un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés lorsque ce n'est pas prévu par la loi.

13. Affectation des bénéfices.

13.1 Cinq pour cent (5%) des bénéfices nets annuels de la Société doivent être affectés à la réserve requise légale (la Réserve Légale). Cette affectation cesse d'être obligatoire quand la Réserve Légale atteint un montant égal à dix pour cent (10%) du capital social.

13.2 Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(a) Le Conseil établit des comptes intérimaires;

(b) ces comptes intérimaires doivent montrer que suffisamment de bénéfices et autres réserves (y compris la prime d'émission) sont disponibles pour une distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut pas dépasser le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la Réserve Légale;

(c) le Conseil doit décider de distribuer les dividendes intérimaires dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires; et

(d) compte tenu des actifs de la Société, les droits des créanciers de la Société ne doivent pas être menacés.

Si les dividendes intérimaires qui ont été distribués dépassent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, le Conseil a le droit de réclamer la répétition des dividendes ne correspondant pas à des bénéfices réellement acquis et les associés doivent immédiatement reverser l'excédent à la Société à la demande du Conseil.

14. Distributions.

14.1 Toutes les distributions seront affectées entre les Associés dans l'ordre de priorité suivant, cette distribution en cascade ne s'appliquant qu'aux Parts Sociales En Circulation au moment de la distribution:

14.1.1 Premièrement, à toutes les Parts Sociales de Classe A, de Classe B et de Classe C, proportionnellement aux Apports en Capital, peu importe si ce capital a été apporté en capital social ou comprenant un montant supplémentaire dû en vertu de l'article 5.4, jusqu'à ce que les distributions cumulées faites sur ces Parts Sociales soient équivalentes à l'Apport en Capital;

14.1.2 Deuxièmement, à toutes les Parts Sociales de Classe A, de Classe B et de Classe C, proportionnellement aux Apports en Capital, jusqu'à ce que les distributions cumulées faites sur ces Parts Sociales (autres qu'en vertu du paragraphe 14.1.1 ci-dessus) soient équivalentes au Rendement Préférentiel (tel que défini à l'article 14.2), (le Rendement Préférentiel et les Distributions prévues au paragraphe 14.1.1 ci-dessus étant le Montant Déterminant);

14.1.3 Troisièmement, à toutes les Parts Sociales de Classe C proportionnellement à leur Apport en Capital jusqu'à 20% des Distributions (réalisées en vertu du paragraphe 14.1.2 ci-dessus) aux Parts Sociales de Classe A; et

14.1.4 Ensuite, les Distributions seront payées comme suit:

(a) aux parts Sociales de Classe B et aux Parts Sociales de Classe C, proportionnellement à l'Apport en Capital exprimé en pourcentage du montant total distribuable, moins les sommes qui leur ont déjà été distribuées en vertu des articles 14.1.1 et 14.1.2 ci-dessus;

(b) le montant restant auquel ont droit les Parts Sociales de Classe A proportionnellement à l'Apport en Capital total, sera affecté comme suit:

(i) 80% aux Parts Sociales de Classe A; et

(ii) 20% aux Parts Sociales de Classe C.

et les paiements aux Parts Sociales de Classe C en vertu des articles 14.1.3 et 14.1.4(b)(ii) ci-dessus constitueront le SPI.

14.2 Définition de Rendement Préférentiel. Un Rendement Préférentiel signifiera:

(a) Dans le cadre de la période commençant à la Date de Clôture et prenant fin le 31 décembre 2016, un montant équivalent à la somme de:

(i) USD 1.200.000, soit un montant de huit pourcent (8%) de USD 15.000.000, soit le capital social lors du Closing, divisé par 365, multiplié par le nombre de jours durant lesquels ce nombre a été le capital social de la Société; plus

(ii) le montant équivalent à huit pourcent (8%) du capital social de la Société à la suite de toute augmentation ou diminution du capital social de la Société divisé à chaque fois par 365, multiplié dans chaque cas par le nombre de jours durant lesquels ce nombre du capital social modifié a été le capital social de la Société;

(b) Pour toute année calendaire suivante, un montant équivalent à la somme de:

(i) le montant équivalent à huit pourcent (8%) du capital social de la Société au 1^{er} janvier, divisé par 365, multiplié par le nombre de jours durant lesquels ce nombre a été le capital social de la Société; plus

(ii) le montant équivalent à huit pourcent (8%) du capital social de la Société à la suite de toute augmentation ou diminution du capital social de la Société durant ladite année calendaire, divisé à chaque fois par 365, multiplié dans chaque cas par le nombre de jours durant lesquels ce nombre du capital social modifié a été le capital social de la Société

et lors du calcul, les huit pourcent (8%) du capital social seront cumulés à condition que (i) ce montant ait été impayé pendant au moins un an et (ii) que la Société consente par écrit à cette capitalisation.

Dissolution - Liquidation

15. Dissolution - Liquidation.

15.1 La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des Associés adoptée par la majorité (en nombre) des Associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les Associés nommeront un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être Associés, pour réaliser la liquidation et détermineront leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des Associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

15.2 Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes, s'il y en a, est distribué aux Associés conformément à l'article 14.

Dispositions Générales

16. Dispositions générales.

16.1 Les convocations et communications, ainsi que les renoncations à celles-ci, peuvent être faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Ecrites des Associés peuvent être établies par écrit, par télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

16.2 Les procurations peuvent être données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

16.3 Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Ecrites des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

16.4 Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi applicable et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à toute Convention d'Associés.

17. Définitions.

Acquisition	signifie l'acquisition de tout ou d'une grande partie de la participation dans des sociétés de spiritueux de marque.
Associé Adhérent	a la signification qui lui est attribuée à l'Art. 6.5.1(c).
Affilié	signifie, par rapport à une personne (y compris notamment, une personne qui est une fiducie d'investissement à participation unitaire, une société d'investissement, une société, une société à responsabilité limitée, une société en commandite, une société en nom collectif (mais à l'exception de toute personne physique)): (a) toute autre personne (i) Contrôlée par cette première personne ou toute Affilié de cette première personne, (ii) qui contrôle cette première personne ou toute Affilié de cette première personne ou (iii) avec laquelle cette première personne ou toute Affilié de cette première personne est sous un Contrôle commun ou autre; (b) tout autre fond ou société (y compris notamment, une fiducie d'investissement à participation unitaire, une société d'investissement, une société, une société à responsabilité limitée, une société en commandite, une société en nom collectif) qui est conseillée par ou dont les actifs sont gérés ou conseillés par (que ce soit seul ou conjointement avec d'autres) cette personne (ou toute société du groupe de cette personne à ce moment) ou tout Affilié de cette personne dans le temps; (c) tout autre fond ou société (y compris notamment, une fiducie d'investissement à participation unitaire, une société d'investissement, une société, une société à responsabilité limitée, une société en commandite, une société en nom collectif) dont cette personne (ou toute société du groupe de cette personne à ce moment) ou tout Affilié de cette personne, ou un associé commandité, administrateur, mandataire ou conseiller de cette personne (ou de toute société du groupe de cette personne à ce moment) ou de tout Affilié de cette personne est un associé commandité, administrateur, mandataire, gérant ou conseiller; et (d) tout autre fond ou société (y compris notamment, une fiducie d'investissement à participation unitaire, une société d'investissement, une société, une société à responsabilité limitée, une société en commandite, une société en nom collectif) qui est (ou dont le fond ou société parent direct ou indirect contrôlant est) conseillé par, ou dont les actifs sont gérés par (que ce soit seul ou conjointement avec d'autres) dans le temps par un associé commandité, administrateur, mandataire, gérant ou conseiller de cette personne (ou toute société du groupe de cette personne à ce moment) ou tout Affilié de cette personne.
Statuts	a la signification qui lui est attribuée à l'Art. 1.
Conseil	a la signification qui lui est attribuée à l'Art. 2.2.
Jour Ouvré	signifie un jour, autre que le samedi, dimanche ou les jours fériés, durant lequel les institutions bancaires sont généralement ouvertes au Grand-Duché de Luxembourg, à Paris et New York à condition que tout délai de notification ou d'intervention qui expirerait un jour qui n'est pas un Jour Ouvré, serait alors étendu au Jour Ouvré suivant.
Apport en Capital	signifie le montant total payé en capital tel que mentionné dans la section des fonds propres des associés du bilan de la Société le plus récent, ou à côté de l'entrée du bilan mentionnant le capital libéré supplémentaire.
Président	a la signification qui lui est attribuée à l'Art. 8.4.
Changement de Contrôle	Signifie la survenance de l'une des situations suivantes: (a) la Société vend tout ou une grande partie de ses actifs (lors d'une transaction requérant l'approbation des associés), ou (b) toute Cession ayant pour conséquence qu'un nouvel Associé de Classe A ou groupe d'Associés de Classe A Agissant de Concert, détienne une majorité des Parts Sociales de Classe A (que ce soit par achat de titres, fusion ou autre), ou (c) toute transaction considérée comme une liquidation ou une dissolution de la Société (y compris notamment, une faillite ou toute autre situation similaire affectant la Société).
Classe	a la signification qui lui est attribuée à l'Art. 5.1.
Gérant(s) de Classe A	a la signification qui lui est attribuée à l'Art. 8.1.1.
Gérant(s) de Classe B	a la signification qui lui est attribuée à l'Art. 8.1.1
Gérant(s) de Classe L	a la signification qui lui est attribuée à l'Art. 8.1.3.
Associé(s) de Classe A	signifie le(s) détenteur(s) de Parts Sociales de Classe A.
Associé(s) de Classe B	signifie le(s) détenteur(s) de Parts Sociales de Classe B.
Associé(s) de Classe C	signifie le(s) détenteur(s) de Parts Sociales de Classe C.
Parts Sociales de Classe A	a la signification qui lui est attribuée à l'Art. 5.1.

Parts Sociales de Classe B	a la signification qui lui est attribuée à l'Art. 5.1.
Parts Sociales de Classe C	a la signification qui lui est attribuée à l'Art. 5.1.
Date de Clôture	signifie la date à laquelle l'Acte Notarié est passé devant le Notaire Luxembourgeois.
Société	a la signification qui lui est attribuée à l'Art. 1.
Contrôle (y compris les termes Contrôlé et Contrôlant)	(a) pour une personne morale, le droit d'exercer plus de cinquante pourcent (50%) des votes exerçables lors d'une réunion de cette personne morale, ou le droit de nommer plus de la moitié de ses administrateurs; (b) pour une société en nom collectif ou une société en commandite, le droit d'exercer plus de cinquante pourcent (50%) des votes exerçables lors d'une réunion de cette société en nom collectif ou société en commandite (et dans le cas d'une société en commandite, de chacun des actionnaire commandité); (c) pour un fond, portefeuille de compte ou portefeuille d'investissement, le droit de gérer ou de conseiller ce fond, portefeuille de compte ou portefeuille d'investissement (selon le cas); et (d) pour une personne, (i) le pouvoir (que ce soit par la détention de parts sociales, de procuration, de contrat, d'agence ou autre) de: (A) exprimer ou contrôler l'expression de, plus de la moitié du nombre maximum de votes pouvant être exprimés lors assemblée générale ou autre de ladite personne; ou (B) nommer ou révoquer tous ou la majorité des administrateurs ou autres agents équivalents de ladite personne; ou (C) donner des directives sur les politiques financières et opérationnelles de ladite personne que les administrateurs ou autres agents équivalents sont obligés de suivre; ou (ii) en qualité d'actionnaire commandité et/ou membre de la direction et/ou gestionnaire de fond de ladite personne, et toute référence à une personne obtenant ou gardant le Contrôle inclura les cas dans lesquels deux ou plusieurs personnes Agissant de Concert obtiennent ou gardent le Contrôle (et Contrôlé et Contrôlant seront interprétés conformément); dans chaque cas, que ce soit en vertu de stipulations contenues dans ses statuts ou le cas échéant, certificat de constitution ou règlements ou autre document constitutif ou tout contrat ou convention avec toute autre personne.
Autres Associés de Différente Classe	A la signification qui lui est attribué à l'Art. 6.7.1 (b)
Distribution	signifie toute distribution faite par la Société aux Associés que ce soit par dividendes, à la suite de vente de Parts Sociales, recapitalisation, liquidation partielle ou totale et que ce soit en numéraire ou en biens.
Parent	signifie un membre de la famille directe d'une personne, soit un époux, parent, enfant ou un frère ou une sœur.
Première Réunion	a la signification qui lui est attribuée à l'Art. 8.5.2.
Première Assemblée des Associés	a la signification qui lui est attribuée à l'Art. 9.2.2.
Gérants des Fondateurs de Classe L	a la signification qui lui est attribuée à l'Art. 8.1.2
Assemblée Générale	a la signification qui lui est attribuée à l'Art. 5.3.
IPO	signifie le processus de premier appel public à l'épargne sur les Parts Sociales de la Société mené par une institution financière de bonne réputation dont la conséquence est une estimation d'au moins un multiple de 1,4x l'Apport en Capital
Gérants des Investisseurs de Classe L	a la signification qui lui est attribuée à l'Art. 8.1.3
Loi	a la signification qui lui est attribuée à l'Art. 1.
Réserve Légale	a la signification qui lui est attribuée à l'Art. 13.1.
Crise de Liquidité	signifie une Vente ou une IPO.
Associé Important	a la signification qui lui est attribuée à l'Art. 9.2.1
Résolutions Circulaires des Gérants	a la signification qui lui est attribuée à l'Art. 8.5.5.
Acte Notarié	signifie la date de passage de l'acte notarié modifiant les statuts de la Société pour la première fois depuis sa constitution.
Observateur	a la signification qui lui est attribuée à l'Art. 8.7.
Offre	signifie que l'Associé Vendant fournira aux Autres Associés une description écrite des Parts Sociales Offertes, le nom de l'acheteur potentiel, le prix d'acquisition de l'offre

	du tiers de bonne foi, et les conditions de paiement et autres conditions offertes par l'acheteur potentiel
Autres Associés	Signifie les Associés sans l'Associé Vendant
En Circulation	signifie, par rapport à toute Part Sociale, le nombre desdites Parts Sociales en circulation au moment de la détermination.
Rendement Préférentiel	a la signification qui lui est attribuée à l'Art. 14.2.
Parts Sociales Préférentielles	a la signification qui lui est attribuée à l'Art. 5.6.
Droit Préférentiel	a la signification qui lui est attribuée à l'Art. 5.6.
Avis Préférentiel	a la signification qui lui est attribuée à l'Art. 5.7.
Pourcentage Proportionnel	signifie, par rapport à un Associé, à une date donnée, un pourcentage équivalant à (i) une fraction (x) dont le numérateur est égal au nombre de Parts Sociales détenues par ledit Associé à la date de détermination et (y) dont le dénominateur est égal au nombre total de Parts Sociales émises et En Circulation à ladite date de détermination, multiplié par (ii) 100.
Vente	signifie la vente, la cession ou toute autre disposition de la Société lors d'une transaction unique ou d'une série de transactions à un tiers indépendant ou un groupe affiliés de tiers indépendant en conséquence de quoi ladite/lesdites partie(s) acquièr(en)t toutes les Parts Sociales de la Société (que ce soit par fusion, consolidation ou plan de restructuration).
Deuxième Réunion	a la signification qui lui est attribuée à l'Art. 8.5.2.
Deuxième Assemblée des Associés	a la signification qui lui est attribuée à l'Art. 9.2.2.
Cession à un Parent Associé Vendant	a la signification qui lui est attribuée à l'Art. 6.4.1 (d)
Autres Associés de Même Classe	a la signification qui lui est attribuée à l'Art. 6.7
Parts Sociales Offertes	a la signification qui lui est attribuée à l'Art. 6.7
Part(s) Sociale(s) Associé(s)	a la signification qui lui est attribuée à l'Art. 5.1. signifie soit le(s) détenteur(s) (i) des Parts Sociales de Classe A, (ii) des Parts Sociales de Classe B et (iii) de Parts Sociales de Classe C.
Convention d'Associés	signifie toute convention relative à la Société conclue entre les Associés et telle que modifiée dans le temps.
SPI	signifie les intérêts économiques spéciaux particuliers des Parts Sociales de Classe C, y compris les Distributions auxquelles elles ont droit tel que mentionné aux articles 14.1.3 et 14.1.4(b)(ii)
Troisième Réunion	a la signification qui lui est attribuée à l'Art. 8.5.2.
Troisième Assemblée des Associés	a la signification qui lui est attribuée à l'Art. 9.2.2.
Cessions	signifie à propos d'une Part Sociale: de vendre, d'affecter, de céder ou de disposer de toute autre manière de ladite Part Sociale (y compris par l'apport, la fusion, la création d'une société dérivée ou l'échange); forclusion dérivée d'un grèvement; de faire (par voie de renonciation ou autre) qu'une autre personne reçoive, ou d'affecter tous les droits à, cette Part Sociale; de conclure tout contrat relatif aux votes ou à tout autre droit lié à ladite Part Sociale autrement que par voie de procuration à une assemblée des associés particulière; ou d'accepter, que ce soit sous réserve de toute condition préalable ou résolutoire, de réaliser l'une des actions précédentes: que ce soit directement ou indirectement, à titre gratuit ou onéreux, volontairement ou involontairement ou par opération de la loi; à condition que Cédé, Cédant et Cessionnaire soient interprétés conformément.
Résolutions Ecrites des Associés	a la signification qui lui est attribuée à l'Art. 9.1.2.

Septième résolution

Les Associés décident de modifier le registre des associés de la Société afin de refléter les changements ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société, agissant sous sa seule signature, avec plein pouvoir de substitution, pour procéder, pour le compte de la Société, à l'enregistrement (i) de la création des nouvelles classes de parts sociales; (ii) de la requalification des parts sociales existantes et (iii) de l'émission et de la souscription des parts sociales nouvel-

lement émises au sein du registre des associés de la Société et d'accomplir toute formalité connexe (y compris notamment, l'enregistrement et la publication de documents auprès des autorités luxembourgeoises compétentes).

Huitième résolution

Les Associés prennent acte de la démission de (i) M Juan Rovira Esteve de son poste de gérant de classe A et de (ii) Mme Aurore Guerini de son poste de gérant de classe B de la Société, à compter de la date des présentes.

Les Associés décident d'approuver (i) la requalification des gérants de la classe A de la Société en gérants de classe B et des gérants de classe B en gérants de classe L et (ii) la nomination pour une durée indéterminée des gérants de classe A et des gérants de classe L suivants:

Gérants de Classe A:

(i) Nicolas Sobczak, né le 30 mars 1968, à Strasbourg, France et résidant professionnellement au 6, Villa Bosquet 75007 Paris, France;

(ii) SNI International Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social se situe au 37A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 186518, disposant d'un capital social s'élevant à EUR 1.500.000;

(iii) Annette Franqui, née le 21 mars 1932, à Cuernavaca, Mexique et résidant professionnellement au 1450 Brickell Ave. Suite 2530, Miami, FL 33131, Etats-Unis d'Amérique; et

(iv) MJLD, une société par actions simplifiée constituée en vertu du droit français, dont le siège social se situe au 16, Avenue Robert Schuman, 75007, Paris, France, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 517.959.144.

Gérants de Classe B:

(i) Pierre Minchin, consultant financier, né le 5 août 1951 à Chatou (France), avec adresse professionnelle au 49, rue Frédéric Clément, 92380 Garches, France;

Gérants de Classe L:

(i) Sabine De Coen, née le 30 juillet 1974, à Uccles, Bruxelles et résidant professionnellement au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg;

(ii) Christophe Davezac, né le 14 février 1964 à Cahors (France), résidant professionnellement au 5 rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg;

(iii) Pietro Longo, né le 13 septembre, à Luxembourg, Luxembourg et résidant professionnellement au 4. Rue Adolphe, L-1116 Luxembourg; et

(iv) Josephus van Kaam, né le 17 mars 1939, à Roosendall, Pays-Bas et résidant professionnellement au 15 rue de Muhlenbach, L-2168 Luxembourg.

En conséquence de ce qui précède, le conseil de gérance est désormais composé comme suit:

(i) Quatre (4) gérants de classe A, à savoir Nicolas Sobczak, SNI International Holdings S.à r.l., Annette Franqui et MJLD;

(ii) Deux (2) gérants de classe B, à savoir Luis Bach Terricabras et Pierre Minchin; et

(iii) Six (6) gérants de classe L, à savoir Sabine De Coen, Paul Rostkowski, Christophe Davezac, Pietro Longo Josephus van Kaam.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente, qu'à la demande de la partie comparante ci-dessus, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française et qu'à la demande de ladite partie comparante, en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, le texte anglais prévaudra.

Dont acte, le présent acte notarié est passé à Luxembourg, à la date mentionnée qu'en tête des présentes.

Le document ayant été lu au mandataire de la partie comparante, ce dernier a signé avec Nous, le notaire, le présent acte original.

Signé: L. A. AGUERRE ENRIQUEZ, V. BEUKEN, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 04 avril 2016. Relation: GAC/2016/2655. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 06 avril 2016.

Référence de publication: 2016089760/2096.

(160058210) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2016.

Sal. Oppenheim jr. & Cie. Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 110.890.

Herr Andreas Rathmann hat sein Mandat als Mitglied des Verwaltungsrates der Gesellschaft mit Ablauf des 31. Dezember 2015 niedergelegt.

Sal. Oppenheim jr. & Cie. Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2016089758/10.

(160057712) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2016.

Digital Services LII (GP) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.
R.C.S. Luxembourg B 194.447.

EXTRAIT

Food Delivery Holding 13 S.à r.l., associé unique de la Société, a décidé, par voie de résolution en date du 4 février 2016, de résilier les mandats de gérants de la Société des personnes ci-dessous avec effet à la date d'entrée en vigueur du contrat de transfert de parts sociales de la Société (soit au 4 avril 2016) :

- Mr. Christian Senitz en tant que gérant de catégorie A de la Société ;
- Mr. Ulrich Binninger en tant que gérant de catégorie B de la Société ;
- Mr. Julien De Mayer en tant que gérant de catégorie B de la Société.

L'associé unique de la Société a également décidé, dans sa résolution en date du 4 février 2016, de nommer les personnes suivantes en tant que gérants de la Société, avec effet à la date d'entrée en vigueur du contrat de transfert de parts sociales de la Société (soit au 4 avril 2016) et pour une durée illimitée :

- M. Marcus Jennings, demeurant professionnellement au 2 Brookmead Drive, Wallingford, Oxfordshire, OX10 9BN, Royaume-Uni en tant que nouveau gérant de catégorie B de la Société ;
- M. James Sporle, demeurant professionnellement au 34 Hazel Road, Londres, NW10 SPP, Royaume-Uni en tant que nouveau gérant de catégorie B de la Société.

Suivant un contrat de transfert de parts sociales en date du 5 février 2016, entré en vigueur le 4 avril 2016 concernant le transfert des parts de la Société, l'associé unique de la Société, Food Delivery Holding 13 S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège au 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, avec un capital social de EUR 12.500,-, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 193897, a transféré la totalité des parts sociales qu'elle détenait dans la Société à JUST EAT Holding Limited, une société de droit anglais ayant son siège social au Masters House, 107 Hammersmith Road, Londres W14 0QH, enregistrée auprès du Companies House sous le numéro 05438939.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Digital Services LII (GP) S.à r.l.

Référence de publication: 2016093777/31.

(160063438) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2016.

DB Platinum IV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 85.828.

Le rapport annuel au 31 janvier 2016 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour DB PLATINUM IV

Société d'Investissement à Capital Variable

RBC Investor Services Bank S.A.

Société anonyme

Référence de publication: 2016093785/13.

(160063588) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2016.

Domaine Viticole Häremillen s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5419 Ehnen, 3, Op der Borreg.

R.C.S. Luxembourg B 36.022.

EXTRAIT

Suite aux décisions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire en date du 15 mars 2016, il résulte que:

- Monsieur Marc MANNES, né le 30 novembre 1953 à Luxembourg, demeurant au 3 op der Borreg, L-5419 Ehnen a été nommé gérant de la société avec pouvoir de signature individuel et ce pour une durée indéterminée.

- L'adresse de Monsieur Andreas KREBS a été modifiée comme suit:

14, rue Mathias Wellenstein, L-5419 Ehnen.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour DOMAINE VITICOLE HÄREMILLEN s.à r.l.

Référence de publication: 2016093790/15.

(160063116) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2016.

Duna Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 5, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 115.767.

Extrait du Procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 18 avril 2016

L'Assemblée générale décide de renouveler les mandats des administrateurs, Monsieur Alfonso Garcia, Madame Colette Wohl et Monsieur Benjamin Bodig, tous demeurant au 5, Boulevard Royal à L-2449 Luxembourg et du commissaire aux comptes, ACCOUNTIS S.à.r.l. (anc. Fiduciaire Jean-Marc Faber & Cie Sàrl), RCS B 60.219, demeurant au 63-65, Rue de Merl à L-2146 Luxembourg, jusqu'au jour de l'assemblée générale qui se tiendra en 2021.

Pour extrait conforme

Signature

Le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2016093792/15.

(160063675) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2016.

Eurotecnica Melamine, Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 104.410.

*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires tenue en date du 14 avril 2016**Cinquième résolution*

L'Assemblée Générale décide de réélire les administrateurs suivants jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires approuvant les comptes annuels 2016:

- M. Claus Cronberger, administrateur de catégorie A et Président du Conseil d'Administration;

- M. Erwin Keutner, administrateur de catégorie A;

- M. David Cassidy, administrateur de catégorie A;

- M. Volker Seebeck, administrateur de catégorie A;

- Mme Cornelia Mettlen, administrateur de catégorie B;

- Mme Brigitte Denis, administrateur de catégorie B.

L'Assemblée Générale décide également de renouveler le mandat de commissaire de Audit Conseil Services Sàrl jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires approuvant les comptes annuels 2016.

Pour EUROTECNICA MELAMINE

Référence de publication: 2016093856/20.

(160063514) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2016.
